

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2185 - 18 juin 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Face au racket
du gouvernement
sur les retraites,
le 24 juin
les travailleurs
doivent montrer
leur force !**

p. 3 et 5

Belgique

**Démagogie communautaire
pour ne pas parler du reste**

p. 8



Leur société

p. 4

■ Christine Boutin en mission

■ Salaires et retraites des politiciens

■ Blanc pas net

p. 5

■ Le 24 juin contre le projet gouvernemental

■ La journée du 15 juin de FO

■ L'INSEE et le pouvoir d'achat

p. 6

■ Le déficit de la Sécu

■ Rencontre Sarkozy Merkel

■ Prison de Rouen

■ Crédits militaires

p. 10

■ La Poste

■ Les CIO

Enseignement

p. 7

■ Violence scolaire et misère sociale

■ Une dégradation continue

■ Nouveaux programmes scolaires

Dans le monde

p. 8-9

■ Belgique : démagogie communautaire

■ Pays-Bas : au-delà des élections, l'austérité

■ Espagne : des syndicats peu enclins à la riposte

■ Israël : une commission d'enquête-farce

p. 16

■ Kirghizstan : flambée de violence ethnique provoquée

■ Chine : les grèves se propagent

■ Maroc : victimes de l'OCP

Dans les entreprises

p. 11

■ MC Synchro

■ PSA Mulhouse

■ Renault Flins

■ CCA International

p. 12

■ Von Roll-Dell

■ General Motors

■ Clariant Huningue

p. 13

■ Hôpital de Nevers

■ Hôpital d'Argentan

■ Heuliez

■ Châtellerault

p. 14

■ Air France

■ RATP, dépôt de St-Denis

Il y a 110 ans

p. 15

■ Chine : la révolte des Boxeurs

• Électricité

Hausses programmées

Une loi sur la « nouvelle organisation du marché de l'électricité » va obliger EDF à revendre à ses concurrents jusqu'au quart de la production d'électricité de ses centrales nucléaires pendant quinze ans, et cela en leur accordant une marge suffisante pour qu'ils puissent ensuite la concurrencer.

Depuis l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, le 1^{er} juillet 2007, les consommateurs ont la possibilité de choisir parmi une dizaine de fournisseurs d'électricité. Mais en réalité seule une petite minorité l'a fait. Trois ans après, 95 % des consommateurs se fournissent toujours chez EDF. C'est que ses concurrents sont de simples intermédiaires et, faute de pouvoir se fournir en électricité d'origine nucléaire, moins chère, ils ne peuvent pas faire de propositions vraiment attrayantes. D'où la loi en cours d'examen au Parlement.

Le prix auquel cette électricité nucléaire sera revendue

n'est pas encore connu. Pour le patron d'EDF, en dessous de 42 euros du mégawatt-heure, « cela ressemblerait à du pillage ». Les PDG des entreprises concurrentes, eux, réclament de ne pas payer plus de 35 euros, « pour être compétitifs ». C'est le gouvernement qui décidera par décret de ce prix, sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie. Quant aux consommateurs, ils seront perdants dans tous les cas. Car, pour permettre aux concurrents d'EDF d'élargir leur marché, il faudra de toute façon augmenter les prix.

Ainsi, d'après un document de la Commission de régulation de l'énergie, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si c'était sa proposition de prix de vente de l'électricité nucléaire (37,2 euros le kWh) qui était retenue, le tarif de l'électricité pour les consommateurs augmenterait de 7,1 % une fois la réforme votée, puis de 3,1 % par an entre 2011 et 2025. C'est cela qui serait vraiment du pillage !

D'autant qu'un autre projet du gouvernement va se traduire, lui aussi, par une augmentation de la facture. Borloo,



qui est aussi ministre de l'Énergie, a en effet annoncé le remplacement d'ici à 2020 de 80 % des compteurs électriques, quel que soit leur état et leur ancienneté, par de nouveaux compteurs. Ce sont les usagers qui paieraient : d'après un calcul du *Parisien*, la facture pourrait atteindre 230 euros par abonné. Il faut dire que ces compteurs seront équipés d'un ordinateur et devraient permettre, nous dit-on, de « consommer intelligemment, en agissant sur différents paramètres suivant les saisons, la météo, la température ou l'occupation de la maison », et donc, selon le ministre, permettre des « gains substantiels d'économies d'énergie ».

Ce que le ministre ne dit pas, c'est que ces « compteurs intelligents », qui peuvent être relevés

à distance, permettraient aussi et surtout des économies de personnel : actuellement, environ 5 000 agents sont chargés de relever les compteurs.

Jean-Jacques LAMY

Fête régionale de Lutte Ouvrière

Bourges

Samedi 26 juin de 14 h 30 à minuit

Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

(15 km au nord de Bourges)

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent

avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIERE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière			Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an	
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €	
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €	
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €	
USA, Canada	35 €	70 €	22 €	
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €	
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande				

2 - Lutte Ouvrière - n° 2185 - 18 juin 2010



Aux voleurs !

Le gouvernement a donc rendu public, ce mercredi 16 juin, l'avant-projet de loi sur les retraites. Il n'y a eu aucune surprise: cela faisait des mois qu'il avait annoncé la couleur. L'âge légal de départ à la retraite sera repoussé à 62 ans. La durée de cotisation sera allongée et la cotisation des fonctionnaires sera augmentée.

L'allongement de la durée de vie rend inévitable de prendre des mesures pour «sauver le système de retraite», voilà le mensonge sur lequel est fondée l'opération contre les retraités. Même si le Parti Socialiste dans l'opposition ne dit pas autre chose, cela reste un mensonge.

Si la durée de vie s'est allongée, la productivité du travail a augmenté encore plus. Et il n'y aurait pas de problème de retraite si cette productivité supplémentaire n'était pas empochée intégralement par la classe capitaliste. Quant à la diminution du nombre des actifs par rapport aux retraités, elle serait bien moindre si le patronat n'avait pas multiplié – avec la bénédiction du gouvernement qui a lui-même donné l'exemple – suppressions d'emplois et licenciements.

Le prétendu débat autour des retraites est un écran de fumée. Les deux mesures phares du projet gouvernemental – le report de l'âge légal comme l'allongement de la durée de cotisation – visent tout simplement à rendre de plus en plus difficile, voire impossible, le départ à la retraite à taux plein, c'est-à-dire avec une pension complète. C'est une façon hypocrite de réduire les pensions. C'est un acte de brigandage pour dépouiller les futurs retraités que sont tous les salariés.

La véritable raison de ces attaques n'a rien à voir avec la démographie. Encore moins avec la prétendue nécessité de travailler plus longtemps. Aujourd'hui déjà, la majorité des seniors ne trouvent pas de travail. Qui peut imaginer, si l'âge de départ est repoussé à 63 ans, que les entreprises embaucheront des femmes et des hommes de cet âge-là, déjà usés par le travail quoi qu'en dise Fillon, alors qu'un jeune sur cinq ne trouve pas d'emploi ?

La question des retraites est un prétexte de plus pour rançonner les salariés. Au cours des deux dernières années de la crise, l'État a dépensé une quantité colossale d'argent pour sauver les banquiers, et pour aider le patronat à sauvegarder ses profits par des aides de toute sorte: prime à la casse ou autre stimulant. L'État français,

comme tous les autres, est endetté jusqu'au cou. Il veut récupérer sur les classes populaires, et plus particulièrement sur les salariés, de quoi rembourser la dette et financer le paiement des intérêts à ses créanciers, c'est-à-dire aux groupes capitalistes qui, plutôt que d'investir, trouvent plus rentable de prêter aux États. C'est pour cela que l'État a un besoin insatiable d'argent. C'est pour cela qu'il fouille dans toutes les poches – sauf celles des riches. L'État prend sur les caisses de retraite. Il prend sur l'assurance maladie. Il prend sur les services publics indispensables à la population. C'est à toute la population laborieuse que l'État impose des restrictions pour rembourser une dette contractée au seul profit du patronat et des banquiers.

Fillon qui, il y a peu encore, minaudait contre les mots même d'«austérité» ou «rigueur», clame aujourd'hui qu'il faut des mesures drastiques pour réduire le déficit de l'État. Et les commentateurs d'expliquer qu'il veut «rassurer les marchés». Les rassurer de quoi? Que les financiers, que les spéculateurs peuvent faire confiance au gouvernement pour prendre des mesures de plus en plus brutales contre les salariés afin de drainer leur argent vers les groupes financiers.

La bourgeoisie est devenue tellement parasitaire qu'elle ne peut sauvegarder ses profits dans la crise de son système qu'avec l'aide de l'État qui rackette toute la population.

Et cela continuera ainsi quel que soit le gouvernement. Si Sarkozy, complètement déconsidéré, n'est pas réélu, ce sera un homme (ou une femme) issu du Parti Socialiste qui continuera l'opération. Un de ses principaux candidats, Strauss-Kahn, est en train de montrer, à la tête du FMI, qu'il est dressé pour cette besogne.

Oui, le montant de la dette publique est devenu le principal prétexte pour imposer aux classes populaires une politique d'austérité qui ira en s'aggravant. Les marchés financiers sont là pour rappeler aux gouvernants leur devoir: assurer les intérêts et les dividendes quitte à ce que la société en crève! Jusqu'à ce que cela explose. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que cela n'en reste pas à une simple explosion de mécontentement, mais que celle-ci conduise à la conscience que la dette publique doit être payée par ceux qui en ont profité. Et surtout que, pour empêcher les financiers de nuire, il faut mettre fin à la dictature qu'ils exercent sur la société!

Arlette LAGUILLER

Le sport fait le bonheur du BTP

Si l'équipe des Bleus est mal partie, le Mondial d'Afrique du Sud fait au moins le bonheur du BTP français.

En premier lieu celui de Bouygues qui, outre les retombées liées aux aménagements autoroutiers réalisés dans le cadre de cet événement sportif, a bénéficié de la construction du train à grande vitesse reliant l'aéroport international au quartier d'affaires de Johannesburg. Ce projet, à terme, totalisera 80 kilomètres et reliera la métropole la plus peuplée

du pays à la capitale administrative Pretoria, mais peu de Sud-Africains en profiteront. En revanche, il a déjà coûté 2,5 milliards d'euros à l'Afrique du Sud, dont 600 millions rien que pour l'intervention du trust français.

C'est également une filiale commune du même groupe et de Vinci, le Consortium du stade de France, qui a décroché la gestion du nouveau stade du Cap pour trente ans; une activité très lucrative si l'on en juge par ce qu'elle a rapporté

au consortium – 6,2 millions d'euros rien que de la part de l'État français en 2009 – pour le stade de Saint-Denis.

Les grands noms du BTP français, Bouygues, Vinci et Eiffage, devraient également se partager au bas mot deux milliards d'euros pour la construction et la rénovation des stades en France en vue de l'Euro 2016.

Alors, quand les dirigeants de ces trusts crient «Vive le ballon rond», il faut entendre «Vive les ronds du ballon»!

R.M.

Cercle Léon Trotsky

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura pour thème :
**À l'occasion de la Coupe du monde de football :
Sport, capitalisme et nationalismes**

**Dopage, business, nationalisme, racisme :
le sport semble porter toutes les tares de la société
capitaliste. Pourrait-il en être autrement ?**

**Quelle a été l'attitude du mouvement ouvrier par
rapport aux questions sportives ? Les communistes
ont-ils un point de vue sur le sujet ?**

Voilà quelques-unes des questions qui seront abordées.

Vendredi 18 juin à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris 5^e - (Métro: Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros

• Christine Boutin investie d'une mission

Ça eut payé !

À voir la tête de Christine Boutin jeudi 10 juin à la télévision, il était évident qu'elle ne renonçait pas de gaieté de cœur au pactole de 9 500 euros mensuels que lui procurait sa « mission sur les conséquences sociales de la mondialisation ».

Et l'étalage de bons sentiments de la présidente du nouveau Parti démocrate-chrétien, qui affirmait qu'elle assurerait désormais sa mission de façon bénévole afin de ne pas « choquer les Français qui ont de petits salaires », apparaissait bien artificiel.

Le Canard Enchaîné avait en effet révélé la veille que l'ex-ministre de la Ville et du Logement cumulait les 9 500 euros de sa « mission » avec sa retraite de député et ses indemnités de conseillère régionale, ce qui lui faisait près de 18 000 euros de revenus par mois. Cependant, avait-elle dit, elle n'avait pas fait valoir ses droits à la retraite de la Sécurité sociale – une misère qui ne valait sûrement pas la peine d'effectuer les démarches. Elle disposait en outre d'un bureau, d'une voiture de fonction et de quatre collaborateurs payés entre 4 000 et 6 000 euros.

Avant de finalement

céder devant les pressions de son camp, elle s'était pourtant défendue bec et ongles, mettant en avant la légalité de son salaire et « l'importance » de cette mission qui, selon ses propres termes, était un « vrai travail ». Un rapport à pondre pour une prochaine réunion du G8 ou du G20, cela n'avait évidemment rien à voir avec celui que Xavier Tibéri avait rédigé pour le Conseil général de l'Essonne et dont la

justice, en la condamnant, avait reconnu le caractère « bidon » !

Charité chrétienne oblige, Christine Boutin a aussi menacé de faire tomber d'autres têtes dans sa chute, en disant que la décision qu'elle a prise risquait de faire jurisprudence. Effectivement, ce genre de « mission » mais surtout le salaire qui va

avec, est une pratique courante pour permettre à d'anciens membres du gouvernement de gagner d'un côté ce qu'ils ont perdu de l'autre (Boutin, Jégo et Albanel en ont bénéficié) ou pour s'attirer la reconnaissance de politiciens classés « à gauche », tels Rocard ou Lang.

Marianne LAMIRAL



• Salaires et retraites des politiciens

Comment la bourgeoisie s'attache ses serviteurs

Le cumul des emplois et retraites de Christine Boutin a mis sur le devant de la scène les retraites des parlementaires, et plus généralement les revenus des hommes politiques liés à leur fonction.

Chacun fait mine de découvrir que députés et sénateurs bénéficient d'un régime (très) spécial qui peut leur rapporter gros, et cela s'agit, y compris dans les rangs de la majorité, pour dire qu'il faudrait le réformer, tout comme la loi qui permet de cumuler retraite et fonction exécutive. Vingt-cinq ministres seraient dans cette situation.

Il est vrai que tous les gouvernements qui se sont attachés aux régimes « spéciaux »

des travailleurs lorsqu'ils les avantageaient un peu, ont été beaucoup plus laxistes vis-à-vis de ceux des politiciens. Les députés par exemple peuvent cotiser double pendant quinze ans, puis une fois et demie les cinq années suivantes, pour toucher une retraite à taux plein de plus de 6 000 euros au bout de 22,5 ans. Après un seul mandat, à partir de 60 ans, un député reçoit 1 500 euros net de pension et un sénateur 1 932 euros. Cet avantage s'expliquerait par la « précarité de l'emploi » ! Tous les travailleurs précaires, qui alternent CDD et périodes de chômage, aimeraient bien être assurés de toucher cette somme-là pour leurs vieux jours !

Bernard Accoyer, le président UMP de l'Assemblée,

a par conséquent annoncé la mise en place d'un groupe de travail qui va plancher sur les retraites des députés, tandis que le Premier ministre a déclaré de son côté qu'il allait travailler sur une « doctrine uniforme » en ce qui concerne le cumul des rémunérations. Mais il y a peu de risques qu'ils soient réduits à la portion congrue car, comme le souligne l'ancien ministre de l'Économie et des Finances Jean Arthuis : « Les acteurs politiques doivent être indépendants et leur indépendance est liée aux moyens que l'on met à leur disposition. Il ne s'agit pas de les surpayer, mais de veiller à ce qu'ils ne soient pas tentés de trouver des compléments de rémunération ailleurs ».

Pour justifier leurs

rémunérations, les ministres avancent souvent que, s'ils travaillaient dans le privé, ils gagneraient bien plus, ce qui est indéniable pour beaucoup d'entre eux. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement besoin de cadres supérieurs dans ses entreprises, elle a aussi besoin aux postes de commande de l'appareil d'État de serviteurs qui lui soient dévoués. Le mieux est donc d'y placer des hommes qui appartiennent à son monde, ou à défaut des arrivistes dont la seule aspiration est de leur ressembler. Pour cela, il faut leur garantir des revenus plus que confortables et un train de vie similaire à celui qu'ils auraient s'ils étaient restés dans les affaires. Et comme l'argent est la principale référence morale de la bourgeoisie, elle s'attache par

ce moyen des politiciens dont l'intérêt qu'ils portent au bien commun ne va pas au-delà de leurs discours de campagne électorale.

Tout cela juge non seulement ces hommes, mais tout le système politique, à l'image de la classe dont il défend les intérêts, la bourgeoisie. La classe ouvrière, elle, si elle exerce le pouvoir, n'aura évidemment pas besoin de cela. La Commune de Paris de 1871 et la Révolution russe ont montré qu'elle pouvait trouver en son sein des femmes et des hommes sachant consacrer leurs forces à la défense des intérêts de l'humanité, sans éprouver le besoin de s'assurer les avantages financiers dont les politiciens bourgeois sont si friands.

M. L.

• Fisc

Blanc n'est pas net

Christian Blanc, secrétaire d'État chargé du Grand Paris et ancien PDG de la RATP et d'Air France, est sommé par le fisc de s'expliquer sur son patrimoine familial. Les zones d'ombres sont nombreuses, aussi bien dans sa déclaration de revenus de 2008 que dans sa déclaration pour l'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, de 2004 à 2009.

Les inspecteurs des impôts

se posent des questions sur la valeur réelle de ses nombreuses résidences : en plus d'un logement dans le riche seizième arrondissement de Paris, la famille possède un appartement dans le deuxième arrondissement, un studio dans le quinzième, une villa en Tunisie et une autre en Bretagne. Rien que ça !

Le fisc s'interroge aussi sur

son portefeuille boursier. Blanc a dirigé de 2000 à 2002 une filiale de la banque d'investissement américaine Merrill Lynch. En a-t-il gardé des actions et a-t-il aussi gardé des actions d'Air France ? Et les 20 ou 25 comptes bancaires, qu'il détient actuellement sont-ils en sommeil comme il le prétend ? En tout cas les contrôleurs semblent avoir beaucoup

de mal à démêler l'écheveau du patrimoine de Blanc, auquel s'ajoute celui de sa femme qui n'aurait pas déclaré sa participation dans les laboratoires Arion, qui appartiennent à sa famille.

Et puis, voilà que le 16 juin, Le Canard Enchaîné révélait que Christian Blanc aurait fait facturer sur le compte de l'État ses commandes de cigares...

pour un total de 12 000 euros. Apparemment, il ne prend pas la dernière qualité, mais ne voyait pas non plus pourquoi il aurait dû les payer de sa poche.

Ah, c'est compliqué la vie des riches ! Surtout quand en plus on a pour métier d'appartenir à un gouvernement qui explique aux travailleurs qu'il faut se serrer la ceinture.

Claire DESPLANTES

• Contre le projet gouvernemental sur les retraites

Le 24 juin, les travailleurs doivent montrer leur force !

Le gouvernement a présenté mercredi 16 juin son projet de réforme des retraites. Comme on pouvait s'y attendre, l'essentiel des mesures frappent les salariés, même si Sarkozy et Woerth osent parler de « justice » parce qu'elles touchent les fonctionnaires au même titre que les salariés du secteur privé.

L'âge légal de départ en retraite sera reporté à 62 ans en 2018, à raison d'une augmentation de quatre mois par an à partir du 1^{er} juillet 2011, et la durée de cotisation passera à 41 ans et demi en 2020. L'âge qui permet de partir à la retraite sans décote si l'on n'a pas tous ses trimestres sera parallèlement reporté de 65 à 67 ans. La pénibilité du travail, la seule demande que les syndicats mettaient vraiment en avant, ne serait pas prise en compte globalement, mais au cas par cas, après un contrôle médical qui déciderait si le travailleur souffre d'une incapacité physique égale ou supérieure à 20 % lui permettant de partir à 60 ans.

En ce qui concerne les travailleurs de la fonction publique, leur taux de cotisation sera aligné sur celui du privé, passant de 7,85 % à 10,55 %, ce qui se traduira par une baisse du pouvoir d'achat. D'autre part, dès 2012, les fonctionnaires parents de trois enfants et ayant quinze ans de service ne pourront plus prétendre à

un départ en retraite anticipé, mesure qui touche essentiellement les femmes.

Comme il fallait s'y attendre, le souci « d'équité » du gouvernement ne va pas jusqu'à prendre sur les revenus des possédants, et il se contente de quelques mesures symboliques. Les salariés se situant dans la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu seront taxés de 1 % de prélèvement supplémentaire (bien moins que les 2,70 % dont seront amputés la totalité des salaires dans la fonction publique), de même que les plus-values mobilières et immobilières. Un prélèvement supplémentaire touchera aussi les stock-options et les retraites-chapeaux. Le gouvernement dit que ces prélèvements ne seraient pas pris en compte dans le calcul du bouclier fiscal. Mais de toute façon, les plus grosses fortunes ne sentiront même pas la différence.

Le gouvernement veut aller vite. Il laisse deux jours aux syndicats pour étudier le texte qui sera présenté au gouvernement à la mi-juillet, débattu au Parlement dès la rentrée de septembre et appliqué en novembre. Comme pour nombre de mauvais coups, il compte sans doute sur les mois d'été et la démobilitation des travailleurs pour faire passer sa réforme en douceur. Eh bien, il est encore temps de lui montrer qu'il se trompe et que les travailleurs peuvent lui faire ravalier sa réforme.

La journée de grèves et de

manifestations le jeudi 24 juin appelée par les syndicats peut être une étape dans la mobilisation ; les travailleurs ont intérêt à s'en saisir en y participant nombreux. Car dans les mois qui viennent, ils devront montrer toute leur force pour mettre en échec cette politique antiouvrière.

Marianne LAMIRAL



• La journée du 15 juin FO et la réforme des retraites

Mardi 15 juin, la confédération FO organisait, sans les autres centrales syndicales qui avaient appelé à manifester dans tout le pays le 27 mai, une manifestation centrale à Paris contre la réforme des retraites.

Des milliers de manifestants, portant des banderoles de fédérations départementales, sont partis de la place de la République, affichant leur opposition au projet gouvernemental. Des slogans comme « Oui à la répartition, non aux fonds de pension », « 40 ans, c'est déjà trop, 37 années et demie, ça suffit », ou « Retrait du plan Sarko-Fillon », voire « Sarko-Chérèque » s'élevaient dans les rangs des manifestants, ce dernier insistant sur le désaccord de la centrale, en particulier, avec la direction de la CFDT.

Dans une interview au *Parisien*, le dirigeant de FO, Jean-Claude Mailly, affirmait que la centrale, à juste titre, refusait « un report de l'âge de la retraite à 60 ans, un allongement de la durée de cotisation, et la remise en cause du Code des pensions des fonctionnaires », justifiant



sa tactique du cavalier seul par un refus de « participer à un marché de dupes ».

Il est vrai que les dirigeants syndicaux semblent depuis des mois fort occupés à... attendre des rendez-vous de négociation à Matignon, qui leur sont d'ailleurs octroyés du bout des lèvres par des ministres arrogants. Mais de son côté, la direction de Force Ouvrière – qui se dit d'accord pour une augmentation de la CSG qui toucherait aussi les travailleurs – semble plus préoccupée de défendre une image face à la « concurrence » syndicale que de tout mettre en œuvre pour que se construise une véritable riposte du monde du travail, rejetant toute « réforme » qui

amputerait encore le niveau de vie des travailleurs.

Car « l'unité d'action nécessaire », à laquelle Jean-Claude Mailly fait référence, aurait pu commencer à se construire à partir des grandes manifestations de janvier et mars 2009 dont il pense qu'elles « ont fini par épuiser les salariés ». C'est l'absence de suite, c'est une évidente mauvaise volonté, bien partagée par tous les chefs syndicaux, à organiser la réponse rapide, déterminée, massive, nécessaire pour faire reculer le gouvernement et le patronat, c'est cela qui « épuise » les salariés et l'ensemble du monde du travail.

Viviane LAFONT

• L'INSEE et le pouvoir d'achat

Des statistiques bien loin de la réalité

À la lecture de leur quotidien habituel, bien des familles ont dû être étonnées d'apprendre que le pouvoir d'achat des ménages français aurait progressé en 2009, gagnant 1,6 % en un an, grâce au recul de l'inflation. C'est du moins ce qu'affirme la dernière étude de l'INSEE.

En fait, il y a un monde entre les modes de calcul de l'Insee et ce que la population constate au quotidien. Ainsi, le poste du chauffage et de

l'éclairage aurait baissé... sauf sur les factures de gaz et d'électricité. Toujours selon l'Insee, les prix des produits alimentaires auraient également baissé, atteignant même 5 % sur « les poissons et crustacés » ; on se demande bien chez quel poissonnier ? De même, à qui fera-t-on croire que l'augmentation des primes d'assurance et de mutuelle, que l'augmentation des forfaits et les remboursements de médicaments n'ont pas d'impact ?

Par ailleurs, ces données statistiques ne tiennent

absolument pas compte du fait que tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, que l'augmentation du chômage et de la précarité frappe plus lourdement le niveau de vie des classes populaires. De même, il est évident que les augmentations des prix de l'essence ou du gaz n'ont pas le même impact sur le niveau de vie d'une famille ouvrière ou celui d'une famille de cadres supérieurs ou encore de grands bourgeois.

L'Insee note également et avec une certaine satisfaction

que la consommation a résisté malgré la récession record enregistrée l'an dernier. Il faut dire que certains dispositifs gouvernementaux de soutien à l'industrie ont dopé les ventes. Grâce à la « prime à la casse », les achats de voitures par exemple, qui avaient reculé de 6,9 % en 2008, ont progressé de 8,3 %, et même de 18 % pour les véhicules neufs en 2009. Mais cela n'est qu'un moyen artificiel de faire fonctionner l'économie, et nullement un signe de bonne santé.

Au-delà des statistiques,

une réalité demeure : la régression du niveau de vie des classes populaires s'accélère du fait de la flambée du chômage, du travail précaire et du blocage des salaires. Et ce n'est encore rien par rapport à ce que le gouvernement nous réserve avec la remise en cause des régimes de retraite, et plus généralement avec la facture de la dette qu'il s'apprête à faire payer aux catégories les plus pauvres par des prélèvements supplémentaires, et une régression des prestations sociales.

Roger MEYNIER

• Sécurité sociale

Le déficit se creuse, mais les travailleurs n'ont pas à le payer

La Sécurité sociale vient de présenter ses comptes pour 2009. Le déficit s'élève à 20 milliards d'euros, soit le double de l'année précédente, et pour 2010 il devrait frôler les 27 milliards. En trois ans, le « trou de la Sécu » aura donc été pratiquement multiplié par trois.

Les chiffres annoncés concernent l'ensemble des quatre caisses du régime général mais ce sont les caisses maladie et vieillesse qui accusent le plus lourd déficit ; pour 2010, il manque respectivement 13 et 9 milliards d'euros dans l'une et l'autre pour équilibrer les comptes.

Comme le précise lui-même le rapport de synthèse de la Commission des

comptes : « Cette très forte dégradation est due pour l'essentiel à l'impact de la récession sur les recettes. » Effectivement ce ne sont pas les dépenses qui auraient augmenté mais les recettes qui ont baissé, essentiellement parce que le nombre de chômeurs ne cesse de croître.

Pour la branche maladie, les dépenses augmentent peu et, en pourcentage, moins que les années précédentes. Parce que les dépenses sont « contenues », disent les commentateurs, c'est-à-dire en langage clair, parce que la part des frais médicaux que la Sécurité sociale rembourse ne fait que diminuer avec les déremboursements ou moindres remboursements des médicaments et les « franchises » de toutes sortes. Et parce que, par

voie de conséquence, une partie de plus en plus importante des assurés sociaux renonce à se soigner.

Et ce n'est pas fini... La réforme de l'hôpital est en cours qui consiste à fermer des services et des lits ; un gel des crédits pour les hôpitaux a aussi été annoncé ; la ministre de la Santé vient d'en appeler à la « vigilance » sur les arrêts de travail et la prescription de soins de masseurs-kinésithérapeutes.... Et la liste n'est pas close des inventions du gouvernement pour diminuer les dépenses de santé au mépris de la santé des salariés.

Pour la branche vieillesse, il manque plus de 9 milliards d'euros dans les caisses pour équilibrer les dépenses. Du coup, le ministre du Travail et de la Solidarité déclare que si l'on ne fait rien, « les comptes vont se dégrader année après année sous le poids de la démographie. » Et d'asséner le bon gros vieux mensonge sur l'ineluctabilité de la réforme des retraites au prétexte qu'on vit plus longtemps : « L'espérance de vie a augmenté de 15 ans depuis 1950 et va continuer à croître : le simple bon sens exige que nous en tirions les conséquences. » Mais puisqu'il en

appelle au « simple bon sens », alors parlons de la productivité du travail qui, dans le même temps, a bien plus augmenté encore, assurant un très gros butin aux patrons qui l'ont détourné pour leur seul avantage.

Les caisses de la Sécurité sociale sont appauvries par un déficit de rentrées sous l'effet du chômage et de la crise. Le grand patronat et son gouvernement ont décidé de ne pas payer pour autant, quitte à revenir sur le droit à la santé et à la retraite pour tous.

Ne les laissons pas faire !

Sophie GARGAN

• Rencontre Sarkozy Merkel

Tapis rouge et sourires vides

Sarkozy et Merkel se sont rencontrés lundi 14 juin à Berlin. Après l'épisode du rendez-vous manqué du 7 juin entre les deux dirigeants européens, il s'agissait d'accorder leurs violons et d'afficher une attitude commune face à la crise financière en général et à celle de l'euro en particulier. C'est du moins ce que prétendaient leurs services de presse respectifs et ce qu'ils ont affirmé au sortir de leur conversation.

Tout petits violons, pour un tout petit accord : le président et la chancelière se sont entendus pour être « pragmatiques », ce qui veut dire réagir au coup par coup, et à réunir les chefs d'État européens si le besoin s'en faisait sentir. À voir le plaisir renouvelé de prononcer le mot « pragmatique » chaque fois qu'un micro est ouvert, cela ne valait-il pas le coup de se déplacer pour ça ?

Ils ont aussi envoyé une lettre au Premier ministre canadien, prochain organisateur du G20, la réunion des vingt pays qui comptent le plus dans le monde, pour le prévenir qu'ils viendraient y défendre l'idée d'une taxe bancaire internationale. Le contenu de cette taxe, évoquée depuis des mois, est tellement vague et tellement lointain, son application tellement improbable que les grands groupes financiers ne se

donnent même pas la peine de la combattre.

Mais il fallait bien quand même dire quelque chose de nouveau et les deux compères ont donc proposé que les pays « laxistes » en matière de finances publiques se voient retirer leur droit de vote au sein de l'Europe. Étant bien entendu que ce sont l'Allemagne et la France qui disent qui est laxiste et qui ne l'est pas : la Grèce par exemple qui subit le joug des banques françaises est « laxiste », la France qui vide les caisses publiques dans celles de ces mêmes banques ne l'est pas...

Cette suppression de droit de vote n'est qu'un geste de pure démagogie de Sarkozy et Merkel vis-à-vis de leurs clientèles électorales. Il n'a pas de réelle portée tant ce sont les décisions et les besoins des grands groupes capitalistes qui dictent les attitudes des différents gouvernements mais il montre, s'il en était besoin, ce qu'est réellement l'Union européenne : un marché et une monnaie qui sont d'abord un instrument de domination des pays les plus riches. Ou plus exactement des groupes capitalistes de ces pays, les Sarkozy et les Merkel n'étant là que pour s'occuper d'intendance, et encore.

Paul GALOIS

• Prison de Rouen

L'État condamné pour des conditions de détention indignes

Le tribunal administratif de Rouen a condamné l'État à indemniser 38 prisonniers pour avoir été incarcérés « dans des conditions n'assurant pas la dignité inhérente à la personne humaine ». L'État devrait leur verser des sommes allant de 350 à 17 500 euros.

Construite en 1864, la prison Bonne nouvelle de Rouen compte 650 places. Or, elle a reçu jusqu'à 850 prisonniers, qui peuvent se retrouver à trois dans des cellules comprises entre 10 et 13 m². En outre, les toilettes « n'ont pas

de ventilation ni de cloisonnement véritable avec la pièce principale ».

La ministre de la Justice, Alliot-Marie, a fait appel du jugement, avançant que le tribunal de Rouen s'était appuyé sur des expertises partielles datant de 2005 et que, depuis, des travaux de rénovation avaient été entrepris... dans les cuisines notamment ! Pourtant, elle reconnaissait que, vu sa vétusté, l'établissement allait être fermé et reconstruit.

Cette prison n'est qu'un exemple de la surpopulation, de la vétusté et de l'insalubrité

des établissements pénitentiaires. Déjà, pour des faits similaires, les tribunaux administratifs de Nantes et de Caen avaient condamné l'État à indemniser des détenus, et les conditions de détention en France avaient encore récemment fait l'objet de critiques sévères de la part du Comité contre la torture de l'ONU.

Il y a un an, en juin 2009, Sarkozy avait lancé devant un parterre de parlementaires que les prisons étaient « une honte pour la République ». Visiblement, elles le restent.

Marianne LAMIRAL

• Crédits militaires

Tuer n'est pas jouer

Le gouvernement vient d'annoncer que la première tranche du programme Scorpion serait confiée à un consortium privé, dont Thales est le chef de file. Il s'agit de concevoir et de fabriquer des équipements de pointe pour l'armée.

D'après le ministre des armées, les fantassins français, comme leurs collègues américains et britanniques, doivent pouvoir disposer du dernier cri de l'électronique

et être sur le terrain comme des joueurs devant un ordinateur. Grâce à Scorpion, le soldat sera relié aux blindés, aux drones, au commandement et pourquoi pas au Saint-Esprit. Il recevra des informations « en temps réel », il verra la nuit, sur 360 degrés, entendra une couleuvre éternuer à deux kilomètres et une bière mousser bien plus loin encore.

Mais la balle qu'il tirera

ou celle qu'il recevra tueront encore pour de bon. Et personne, civil afghan ou ex-chômeur du Pas-de-Calais engagé pour cinq ans, ne se relèvera après avoir perdu.

L'essentiel sera cependant assuré : le coût de Scorpion est estimé à vingt milliards d'euros d'ici 2030, dont une bonne partie tombera dans l'escarcelle de Thalès, c'est-à-dire de l'inévitable Dassault, son principal actionnaire.

P. G.

• **Lycée Henri-Wallon – Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)**

Violence scolaire et misère sociale

Mercredi 9 juin, au collège-lycée Henri-Wallon d'Aubervilliers, un élève a été poignardé. Il est aujourd'hui hors de danger. Scolarisé en terminale, il avait été exclu quelques semaines auparavant. Revenu avec la volonté de s'en prendre à un élève de seconde avec qui il avait un différend, il s'est retrouvé face à un ami de ce dernier, lui aussi extérieur au lycée. C'est alors que les coups ont été portés.

Pour régler les problèmes de violence qui se multiplient dans le milieu scolaire (pas moins de sept agressions au couteau depuis le début de l'année en Île-de-France), le ministère et le rectorat ont trouvé l'arme fatale : les EMS, les Équipes mobiles de sécurité. Ce sont des jeunes, parfois anciens vigiles ou gendarmes, qui patrouillent dans les établissements en difficulté et qui, en règle générale, arrivent toujours après le drame.

C'est ainsi que sont arrivés au lycée pas moins de trois inspecteurs d'académie adjoints, plus une dizaine



En 2008, quand les enseignants et les élèves réclamaient déjà des moyens supplémentaires.

d'EMS en uniforme, une poignée de psychologues et quelques EMS de la branche dite « éducative », sans compter les policiers installés devant les grilles. Il n'y avait jamais eu autant d'adultes d'un seul coup dans la cité scolaire !

Le jeudi 10 juin, le lendemain de l'agression, un groupe d'une dizaine de lycéennes ont littéralement lynché à quelque cinquante mètres de l'établissement une autre lycéenne, coupable à leurs yeux d'être l'amie de l'élève de seconde ayant introduit l'agresseur dans le

lycée. Une professeure qui accompagnait l'élève a également été frappée. La présence de la police, des EMS, des psychologues, n'a pas empêché cette expédition punitive. Quant à la « cellule d'écoute » mise en place par le rectorat, elle n'a rien entendu !

Cette deuxième agression a déclenché la grève vendredi 11 juin.

Après chaque agression, la Région fait un petit effort, installant une caméra ici, renforçant un portail là. Mais elle laisse depuis près de quinze ans les locaux

se dégrader lentement. Le centre de documentation est installé dans une cave, les salles de technologie également. Le portail du parking du lycée est cassé depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, n'importe qui peut entrer dans le collège et le lycée. La cité scolaire est une véritable passoire, un « gruyère » disent les élèves.

Si le tout-sécuritaire réclamé par certains n'est évidemment pas la solution, l'abandon et le laisser-aller ne peuvent qu'accentuer les problèmes.

Correspondant LO

Une dégradation continue

La cité scolaire Henri Wallon d'Aubervilliers connaît une lente et inexorable dégradation des conditions d'enseignement. Les élèves sont plus durs, comme est aussi plus dure la société dans laquelle ils vivent. L'école n'est pas ce havre de paix, coupé du monde, où il fait bon étudier.

Les élèves des quartiers populaires ne laissent pas leurs problèmes derrière eux une fois le portail du lycée franchi. Ils entrent en cours avec. Tous les jours leurs familles, et donc eux-mêmes, subissent de plein fouet la crise et la violence sociale qui l'accompagne : le travail précaire, les bas salaires, les licenciements abusifs, les expulsions pour loyers impayés, les coupures de gaz et d'électricité, le manque

d'argent pour finir le mois, la queue aux Restos du cœur, les injustices mais aussi les brimades, les vexations à cause de la couleur de leur peau ou de leur origine sociale ou nationale. Sans parler de la peur quotidienne pour tous les enfants sans papiers qui vivent à Aubervilliers et viennent à l'école avec la crainte de se faire arrêter par la police. Cette violence sociale pénètre partout et fait que certains jeunes dérapent, bien souvent pour pas grand-chose.

À cela s'ajoutent les réseaux mafieux, les petits malfrats de l'économie souterraine, parallèle, illégale, qui vivent de petits ou grands trafics et sont considérés par quelques adolescents comme ceux qui ont « réussi ».

Mais de nombreux autres élèves cherchent à élargir leur horizon, à enrichir leur culture, à éveiller leur sens

critique.

Le 29 mai dernier, les élèves du lycée ont présenté sous un chapiteau de 400 places des projets culturels réalisés dans l'année : exposition d'art plastique, réalisation cinématographique, lectures autobiographiques des membres de leurs familles dont certaines étaient très émouvantes, musique classique, initiation à l'histoire de l'évolution et au darwinisme réalisée par les élèves eux-mêmes, commentaires d'œuvres d'art...

C'est dire qu'existe un goût pour la culture, des qualités et des dispositions intellectuelles qui ne demandent qu'à s'épanouir. Elles pourraient le faire encore plus largement si les gouvernants, au lieu de mépriser la jeunesse des milieux populaires en réduisant les moyens mis à sa disposition, lui donnaient les possibilités de réussir.

Ce sont ces gouvernants les responsables de la dégradation des conditions de travail et d'enseignement, eux qui organisent le plus grand plan de licenciements du pays, en voulant supprimer près de 80 000 postes dans l'Éducation nationale d'ici 2012. Il y a quelques années, 50 000 personnes étaient chargées de la surveillance dans les collèges et lycées, il en reste à peine 24 000 aujourd'hui. C'est d'ailleurs contre cette politique de régression que les enseignants de Seine-Saint-Denis se sont mobilisés en février et mars derniers.

Et beaucoup savent qu'il faudra bien recommencer pour améliorer leurs conditions de travail et la qualité de l'enseignement qu'ils fournissent aux élèves.

Correspondant LO

• **Nouveaux programmes scolaires**

Économies sur la culture

Le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, présentant les nouveaux programmes scolaires décidés pour les lycées, les a justifiés par la nécessité de « moderniser le lycée français, l'adapter au monde d'aujourd'hui ». Il a tenu à préciser que « notre lycée est resté trop longtemps sur le modèle ancien, quand seulement 20 % des élèves y entraient. On voit bien aujourd'hui que 120 000 jeunes sortent du système scolaire sans rien. »

Mais pourquoi tant de jeunes sortent-ils sans aucun diplôme ? Parce que les programmes sont mauvais ? Ou bien parce que les conditions dans lesquelles les jeunes étudient, entassés dans des classes à 35 et plus, et ce depuis le collège, ne leur permettent pas de dépasser leurs difficultés ?

Les changements de programmes proposés par Luc Chatel consistent surtout à les adapter à la diminution des heures d'enseignement dans la plupart des matières. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, l'Histoire disparaît dans certaines Terminales, les élèves doivent apprendre durant leur année de Première toutes les notions qui étaient vues précédemment en deux ans. Cela réduit par exemple l'étude de la Seconde Guerre mondiale à trois heures.

Effectivement, nous ne sommes plus à l'époque où les lycées ne regroupaient que les 20 % dont parle Chatel. La majorité des jeunes des classes populaires, qui ont de fait beaucoup moins accès à la culture, y entrent. La réduction du nombre d'heures consacrées aux matières leur permettra encore moins d'acquérir cette ouverture culturelle qui leur manque.

Mais bien évidemment ce ne sont jamais des considérations de ce genre qui ont prévalu dans l'élaboration des dernières « réformes ». Comme l'a bien montré le « document confidentiel » dont les syndicats enseignants ont largement fait la publicité, le problème du ministre de l'Éducation, et celui de tout le gouvernement, se résume à ce slogan : « Faire des économies à tout prix ». Luc Chatel sait compter : des programmes scolaires allégés, cela signifie moins d'heures d'enseignement, ce qui permet d'embaucher moins d'enseignants.

Voilà à quoi se résume toute la « philosophie » du gouvernement en matière d'éducation !

Aline RETESSE

• Belgique

La démagogie communautaire pour ne pas parler du reste

Les résultats des élections fédérales du dimanche 13 juin en Belgique ont été très contrastés entre le Sud et le Nord du pays. En Wallonie, le Parti Socialiste a retrouvé sa suprématie, alors qu'en Flandre la NVA (Nouvelle alliance flamande), de droite, nationaliste et populiste, est passée largement en tête, en prenant des voix à tous les anciens partis. La Belgique est-elle pour autant au bord de la scission, comme bien des médias avides de sensationnel le laissent entendre ?

Une très large majorité de la population belge n'est pas pour l'éclatement du pays et beaucoup sont conscients que ce sont les politiciens qui font monter la pression communautaire, en exploitant les problèmes linguistiques. Car c'est un moyen commode d'éviter de parler des vrais problèmes. Beaucoup de Flamands – y compris ceux qui ne sont en rien nationalistes – sont choqués que bien des francophones habitant en Flandre ne parlent et ne veuillent pas parler un minimum de flamand. Même s'ils ne sont qu'une minorité parmi les francophones de Flandre, ce sont ceux-là que les médias ont mis en avant... pour les besoins de la propagande, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie ! Du côté wallon, des préjugés grandissent contre les Flamands, « *tous racistes* » et « *qui veulent la fin de la Belgique* ». D'autant plus que les deux parties de la population ont

de moins en moins d'occasions de contact. Quant à l'apprentissage de l'autre langue à l'école, au Nord comme au Sud, il est saboté par le manque d'enseignants.

Ces dernières années, l'offensive de l'extrême droite nationaliste flamande, et maintenant de la NVA, a été soutenue par le patronat flamand et ses organisations. Les patrons n'ont que faire de la scission de la circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV), mais ils sont intéressés au plus haut point par les scissions de la Sécurité sociale et des impôts. La meilleure santé financière de la Flandre permettrait la diminution des cotisations sociales patronales et la baisse des impôts... pour augmenter d'autant leurs profits.

De son côté, l'organisation patronale belge des grandes entreprises, la FEB, a multiplié les appels à la raison du



monde politique. Les patrons des grandes entreprises veulent avant tout un gouvernement stable, qui ait les moyens d'imposer l'austérité dans tout le pays, à tous les travailleurs.

Il est impossible aujourd'hui de prévoir quelle coalition gouvernementale pourra s'entendre sur un programme incluant la

scission de BHV et les différentes mesures d'austérité exigées par le patronat, et quelles seront la durée et les péripéties de ces négociations. Mais une chose est sûre : la question linguistique aidera à éviter de parler du reste, même si elle ne mène pas à la scission de la Belgique.

Pour se défendre face aux

attaques programmées contre leur niveau de vie, et pour être plus forts que le patronat, les travailleurs des deux côtés du pays devront surmonter les divisions linguistiques et politiques artificiellement créées et amplifiées pour affaiblir leur résistance.

Claude THIERAM

• Israël

Une commission d'enquête-farce

Le gouvernement israélien a finalement annoncé la création d'une « commission publique indépendante » censée enquêter sur l'assaut meurtrier lancé le 31 mai contre la flottille humanitaire qui se dirigeait vers Gaza.

La demande de commission internationale, rejetée par Netanyahu et ses ministres, a abouti à ce simulacre que Washington pourtant s'est empressé de qualifier de « *grand pas en avant* ». Le « grand pas en avant » en question est présidé par un juge retraité de la Cour suprême israélienne, que le quotidien *Haaretz*, peu favorable à Netanyahu, a épinglé sur ses déclarations contradictoires et incohérentes sur sa mission. Il est flanqué de deux « observateurs étrangers », dont l'un est un ancien avocat général dans l'armée canadienne et l'autre

C.T.

• Pays-Bas

Au-delà des élections, l'austérité

À la suite de la démission, le 20 février, du gouvernement de Jan Peter Balkenende, des élections législatives anticipées ont eu lieu le 9 juin aux Pays-Bas. Ce qui a conduit à la fin de la coalition des chrétiens-démocrates du CDA, des protestants conservateurs de CU et des sociaux-démocrates du PvdA, qui gouvernaient ensemble depuis trois ans, c'est un désaccord sur le maintien, au-delà du mois d'août, de troupes néerlandaises en Afghanistan.

C'est l'opposition croissante de la population à cette intervention militaire qui a amené le PvdA à prendre ses distances avec cette politique, en espérant ainsi redorer son blason à bon compte. Mais, sur le plan social, il a mené en commun avec la droite une politique ouvertement tournée contre le monde du travail. Le gouvernement sortant a en effet décidé de réduire les dépenses publiques de 20 % à partir de 2011, ce qui représentera une coupe claire dans le budget des services publics, et de porter l'âge de la retraite de 65 à 67 ans d'ici à 2025. Des attaques qui ont lieu alors que le chômage a augmenté en l'espace de deux



ans, passant de 3,9 % en 2008 à près de 6 % en mai 2010.

Dans ce contexte de rejet des politiciens sortants et d'angoisse devant ce que réserve l'avenir, le scrutin du 9 juin s'est traduit par une poussée à droite, vers les formations exprimant les positions les plus réactionnaires, tandis que les principaux partis de gauche, dont le PvdA, ont reculé. Le CDA paie le prix de son usure au pouvoir et s'effondre, de

26,5 % à 13,6 % des suffrages. En revanche, le parti de la droite libérale VVD, qui a fait campagne pour une austérité budgétaire accrue et réclamé en particulier que les photos des criminels recherchés soient publiées partout, sur Internet, sur les téléphones portables, dans les publicités TV, etc., devient le premier parti du pays avec 20,5 % des voix, contre 14,7 % en 2006. Parallèlement, le PVV (Parti de la liberté, extrême

droite) de Geert Wilders – qui doit passer en jugement d'ici quelques semaines pour incitation à la haine raciale – progresse aussi fortement, de 5,9 % à 15,5 %, après avoir multiplié les déclarations ultra-sécuritaires et xénophobes, tout en se prononçant démagogiquement contre la hausse de 65 à 67 ans de l'âge de la retraite.

Cela fait maintenant une dizaine d'années que l'extrême

droite est représentée au Parlement et pèse sur la vie politique, puisque pratiquement tous les grands partis ont repris, sous une forme ou sous une autre, les mêmes antiennes sécuritaires et anti-immigrés. Et cela dans un pays où le taux de criminalité est un des plus faibles d'Europe et où la Justice a décidé, en 2009, de fermer huit prisons... faute de délinquants à incarcérer !

Aucune majorité ne s'étant dégagée des urnes, toutes les combinaisons politiques sont possibles. Le VVD gouvernera-t-il avec le CDA et l'extrême droite ? Ou opéra-t-il pour une coalition dite « violette », c'est-à-dire allant des libéraux aux sociaux-démocrates en passant par la Gauche Verte, un petit parti issu en 1989 de la fusion entre les Verts et l'ancien Parti Communiste qui s'était alors sabordé ? Dans tous les cas, ce sera un gouvernement qui accentuera le programme d'austérité décidé par celui qui l'a précédé, puisque le VVD a promis une forte baisse du nombre de fonctionnaires, une réduction des dépenses de santé, etc. Une seule inconnue n'est pas prise en compte par tous ceux qui grenouillent autour de la mangeoire gouvernementale : les travailleurs accepteront-ils tout cela sans réagir ?

Henri MARNIER

• Espagne

Des syndicats peu enclins à la riposte

Le 8 juin dernier, les salariés de la fonction publique étaient appelés à une journée de grève nationale pour protester contre le plan d'austérité annoncé par le gouvernement socialiste de Zapatero, il y a presque un mois. Que les deux syndicats majoritaires, Comisiones Obreras (CCOO) et UGT (liée au Parti Socialiste), aient placé un délai aussi important pour organiser une riposte des travailleurs en dit long sur leur volonté de faire reculer le gouvernement. Il s'agit de baisser les salaires des fonctionnaires de 5 %, de geler les retraites et de procéder à des coupes claires dans les dépenses publiques.

Si la grève n'a pas atteint son objectif d'être « générale », elle a été cependant relativement bien suivie, en particulier dans l'enseignement mais aussi dans la santé. Et ce n'est pas rien, vu la campagne anti-fonctionnaires du gouvernement, relayée par l'ensemble des médias, et la mise en place abusive de services minimums. Face à cette campagne démagogique, les dirigeants

syndicaux dans bien des secteurs ont laissé les travailleurs seuls, n'organisant même pas une assemblée générale pour les encourager à se défendre.

Et malgré tout les manifestations ont rassemblé massivement, en Catalogne et dans des grandes villes comme Madrid, Barcelone, Malaga ou Séville.

Après le 8 juin, les syndicats ont brandi la menace d'une grève générale pour la fin du mois de juin. À peine une semaine après, sous prétexte que Zapatero renonçait à faire passer sa réforme par décret pour s'en tenir au vote du Parlement, UGT comme

CCOO s'arrêtaient sur la date du... 29 septembre pour la journée de grève nationale !

Oui, mais à ce moment un certain nombre de ces mesures seront déjà appliquées et les conséquences de la crise se ressentiront encore plus gravement qu'aujourd'hui, où déjà 20 % de la population active est au chômage et où les conditions de vie se sont détériorées pour tous les travailleurs. Et ceux-ci ne devront vraiment compter que sur leur détermination pour imposer de ne pas faire les frais de la crise.

Hélène GRILLET

Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE n°128 (mai-juin 2010)
• *La crise dite de la « dette grecque » : l'économie au bord du volcan*
• *République d'Irlande : la classe ouvrière entre la crise et le « partenariat social » des appareils syndicaux*
• *France : la droite après sa défaite aux élections régionales*
La « réforme » des retraites : une politique visant à abaisser le niveau de vie des retraités au profit du patronat
• *Italie : la Mafia, l'Etat et l'économie capitaliste*
Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro

• La Poste

En guerre permanente contre ses salariés

Conseils de discipline avec demandes de licenciement ou de révocation pour des faits liés à des conflits sociaux, poursuites contre des manifestants, voilà les dernières initiatives de la direction de La Poste, dont les menaces de sanction qui frappent des postiers des Hauts-de-Seine ne sont qu'un exemple. Mais ce ne sont ni des nouveautés ni des cas isolés. Depuis des années La Poste est à l'avant-garde des attaques contre les droits de ses 300 000 salariés.

Dans quasiment toutes les grandes entreprises du privé, les travailleurs en grève ne se voient pas interdire l'entrée de leur entreprise. Même Citroën laisse les grévistes défilé dans les ateliers, mais pas La Poste. Celle-ci les oblige, lors des conflits sociaux, à rester en-dehors des bureaux. Et pour faire appliquer « sa » loi, par exemple à Paris, elle mobilise son encadrement en guise de milice patronale pour s'opposer aux salariés.

De même, dans la plupart des bureaux de Paris, La Poste interdit, sous peine de sanctions graves, aux délégués syndicaux de base de tenir des assemblées de personnel à l'intérieur des lieux de travail. Seuls les permanents syndicaux s'y voient autorisés. Ne subsistent que les heures mensuelles d'information, aux heures choisies par la direction et à condition que les postiers fassent le



La Poste sanctionne mais les sujets de mécontentement restent.

travail de leur journée.

C'est bien le paradoxe. D'un côté, toute une série de postes de permanents et de détachements sont accordés aux appareils syndicaux. Les contacts sont continus entre la direction centrale et les responsables syndicaux départementaux, régionaux, et encore plus nationaux. Et de l'autre, à la base, les dirigeants de La Poste se comportent comme bien des patrons du privé ne se le permettent pas.

Aujourd'hui, près de la moitié des effectifs de La Poste ont le statut de salariés du privé ; il n'y a plus d'embauche de fonctionnaires depuis des années. Mais pour les contrats de travail, La Poste, pendant des années, a violé les droits des salariés. On l'a vu avec les contrats à durée déterminée renouvelés, parfois des centaines de fois, alors que la loi n'autorisait qu'un

seul renouvellement avant la conclusion en CDI ; ou encore avec l'invention d'un Contrat à durée indéterminée intermittent, CDII, mettant le salarié à la disposition permanente de La Poste, sans connaître son temps de travail exact, ni ses horaires ni donc son salaire au bout du mois, étant appelé parfois au téléphone pour venir sur-le-champ.

La Poste se refuse à reconnaître toute une partie des droits minimums qu'ont quand même les salariés du privé. Par exemple, concernant les plans de suppressions d'emplois, La Poste est en plan social permanent, avec la suppression déjà effective de plusieurs dizaines de milliers d'emplois et les dizaines de milliers d'autres à venir. Mais il n'y a pas de plan présenté ni de justification dite économique. La Poste fait ce qu'elle veut. Ainsi, dans une

partie des filiales de La Poste, plusieurs milliers de salariés ont été jetés dehors, dans un silence complice. Et beaucoup n'ont eu que l'ANPE comme lieu d'arrivée.

Les permanents des fédérations syndicales sont peut-être mis dans la confiance de tout ou partie de ces plans, au cours des contacts et réunions auxquels ils sont conviés, et cela semble suffire à La Poste comme aux appareils syndicaux.

Ces innovations réactionnaires dans la première entreprise du pays, contrôlée par le gouvernement, sont aussi une façon d'ouvrir la voie à l'ensemble du patronat. Mais justement, l'arrogance et le mépris des dirigeants de La Poste pourraient bien se retourner contre eux si les 300 000 postiers faisaient front ensemble contre cette politique.

Paul SOREL

• Les Centres d'Information et d'Orientation menacés

Non à la logique comptable du ministère!

Partout dans le pays, les conseillers d'orientation psychologues (COP) protestent, et la presse s'en fait l'écho. Les Centres d'Information et d'Orientation (CIO) sont en effet menacés par un projet du gouvernement.

Actuellement, les COP s'occupent directement des élèves et des familles, qu'ils conseillent sur leur orientation scolaire et professionnelle. Ils ont un rôle d'information et de soutien – gratuit – envers les familles.

Le gouvernement voudrait supprimer leur mission actuelle. À charge pour les enseignants de faire le travail

effectué jusqu'à présent par les conseillers ! Les CIO seraient en nombre bien plus réduit et feraient un travail de conseiller technique auprès des chefs d'établissements, ou bien n'interviendraient qu'auprès des élèves en très grandes difficultés. Fini le contact et le soutien à toutes les familles !

Tout cela sur fond d'économies dans tous les services publics. C'est la fin programmée d'un service public d'orientation autonome dans l'éducation nationale.

Du coup, les initiatives sont multiples : « Centre d'Orientation en plein air » comme à Limoges, pique-nique devant le rectorat à Nancy, pétitions, distributions de tracts, délégations

auprès des recteurs et des conseils généraux, motions dans les conseils d'administration des lycées, assemblées générales où sont invités les représentants des fédérations de parents d'élèves et les profs, etc.

En Lorraine, 11 centres sur 22 étaient fermés le vendredi 4 juin, dernier appel à la grève : une première depuis longtemps. Il faut dire que deux CIO de Meurthe et Moselle (Briey et Lunéville) et deux de Moselle, (Metz et Thionville) sont menacés de fin de financement par les Conseils généraux (UMP et PS).

En effet, alors que les CIO dépendent de l'État et devraient être financés par lui, certains sont financés par les

départements qui, soit par choix en soutien à la politique gouvernementale, soit pour boucler leur budget, renvoient maintenant leur financement au gouvernement. Celui-ci en profite alors, par le biais du rectorat, pour fermer des CIO et les regrouper, supprimer des postes administratifs (comme sur Strasbourg ou en Saône-et-Loire) alors que la proximité est importante dans un service public.

En fait d'orientation, c'est celle qui mène à la suppression des services publics pour financer le trou fait dans les finances publiques pour payer les dettes des banquiers, qui va dans le mauvais sens.

Étienne HOURDIN

• Polynésie française

Grève contre les conséquences de la crise

Depuis le 10 juin, la Polynésie française, et en particulier Tahiti, est touchée par une grève appelée par un collectif de onze syndicats.

Le mouvement est lié à la dégradation des conditions d'existence de la population, et les grévistes réclament la « fin des licenciements économiques » et « la création d'une caisse de chômage », qui n'existe pas en Polynésie alors que le chômage fait des ravages. En effet, 9 000 emplois ont été supprimés entre 2008 et 2009 en raison de la crise mondiale, alors que le taux de chômage est déjà estimé à près de 20 % de la population. Le quart des 250 000 habitants des îles vit en dessous du seuil de pauvreté. On est bien loin des images d'Épinal d'îles paradisiaques, du moins pour les familles populaires.

Les grévistes exigent de plus que l'État français rembourse près de 200 millions d'euros de dépenses que la Sécurité sociale locale a engagées ces dernières années à cause des cancers liés aux essais atomiques de Mururoa et Fangataufa. En effet, la grève vient rappeler que l'État français a été et reste pour la Polynésie une puissance coloniale qui a imposé jusque dans les années 1990 les essais nucléaires, entraînant des dégâts pour la nature et provoquant des cancers dans la population. Et même si depuis 2004, de Territoire d'Outre-mer la Polynésie française est devenue Pays d'Outre-mer, la centaine d'îles qui constituent la Polynésie française restent sous la domination de l'État français

D'ailleurs, pour mettre un terme à la paralysie de l'aéroport de Papeete, c'est le représentant de l'État français qui a donné un ordre de réquisition aux dix pompiers qui y assurent la sécurité. Mais ces derniers ont refusé de céder aux injonctions, ce qui a empêché les vols de reprendre. Dans la zone portuaire, l'activité de débarquement des conteneurs a aussi cessé, coupant les îles polynésiennes des approvisionnements extérieurs.

Les quelques échos donnés de la grève par la presse en France ont surtout insisté sur le sort des touristes bloqués à Tahiti ou ne pouvant rejoindre l'île, et bien sûr pas sur la démonstration de la force que les travailleurs ont en main : s'ils cessent le travail, plus rien ne peut fonctionner, en Polynésie française comme ailleurs. Et cette force, ils doivent plus que jamais l'utiliser.

Boris SAVIN

• MC Synchro – Chanteloup et Mitry-Mory (Région parisienne)

La grève, ça peut rapporter gros

MC Synchro est un sous-traitant de l'automobile qui travaille surtout pour PSA. Lundi 14 juin, l'usine de Chanteloup-les-Vignes, qui fournit l'usine PSA de Poissy, s'est mise en grève dès la prise d'équipe, rejointe un peu plus tard par celle de Mitry-Mory qui fournit l'usine PSA de Aulnay. La quasi-totalité des travailleurs étaient en grève. Ceux de l'équipe de l'après-midi se sont joints au mouvement. La grève touchait tous les salariés, aussi bien les embauchés que les intérimaires, soit une soixantaine sur les deux sites.

À l'usine de Chanteloup, sur les 36 ouvriers en production, 22 sont intérimaires. Les ouvriers réclamaient l'embauche en CDI des précaires et une prime de vacances de 1 000 euros. Parmi les raisons de la grève, il y a le ras-le-bol des cadences élevées à cause du sous-effectif. Et puis, depuis la mise en place d'un accord sur la flexibilité le 1^{er} janvier 2010, les travailleurs de MC Synchro ont fait de nombreux samedis supplémentaires sans toucher un euro de plus ! D'autre part, en comparant le prix de revient des

pièces au prix des pneus vendus à PSA, ils ont calculé que le travail d'un ouvrier rapportait au moins 4 000 euros par mois à MC Synchro. Alors, comme l'a dit un gréviste de Mitry-Mory, « on n'a pas envie de se priver pendant les vacances ! »

À tout cela s'ajoutent les men songes de la direction. Celle-ci prétendait que l'entreprise était au bord du gouffre et que chacun devait faire des efforts. Or celle-ci vient d'annoncer un chiffre d'affaires en hausse.

Heureusement, les travailleurs de leur côté avaient des moyens de pression. Il y avait du stock pour une journée à peine et, grâce au flux tendu, la grève menaçait de bloquer la production de C3 dans les usines de Poissy et d'Aulnay. Un cadre, qui voulait convaincre les ouvriers de renoncer à leur grève, n'a rien trouvé de mieux que de leur confier que MC Synchro devait verser 4 600 euros de pénalités à PSA pour chaque minute de retard dans la livraison des pneus. Les grévistes ont conclu qu'il coûterait moins cher à MC Synchro de céder à leurs revendications, plutôt que de prendre le risque de bloquer

la production des usines PSA ne serait-ce que dix minutes !

Finalement la direction a cédé dans la journée même à une grande partie des revendications. À Chanteloup, 15 intérimaires vont voir leur contrat transformé en CDI. Une prime de 500 euros va être versée à tous. Les travailleurs ont aussi obtenu que la journée de grève soit payée.

L'unité des embauchés et des intérimaires, ainsi que la rapidité avec laquelle la grève de Chanteloup s'est étendue à une autre usine du groupe, a sans doute pesé dans le choix de la direction. Ceux de Mitry-Mory rejoints par ceux de Poissy disaient : « Face aux patrons, les ouvriers doivent être solidaires ! »

Après l'annonce du recul de la direction, la reprise du travail a été décidée. Le sentiment qui domine est la fierté. La plupart faisaient grève pour la première fois de leur vie. Et puis, gagner 500 euros en une journée, ce n'était encore jamais arrivé. Cela donne envie de recommencer !

Correspondant LO

• PSA – Mulhouse (Haut-Rhin)

Fabricant de précarité

« Création de 500 postes de travail », titrait la presse les 12 et 13 juin, après l'annonce par la direction de l'usine PSA Mulhouse du démarrage d'une équipe de nuit, à compter du mois d'octobre, pour la production de la nouvelle Citroën C4.

Un bon coup de publicité qui, à y regarder de plus près, n'est qu'un effet d'annonce. La direction va en effet faire appel à des travailleurs en intérim ou en CDD pour occuper ces postes de travail, et elle envisage de monter cette équipe pour une durée de six mois. Tout cela alors que sur l'autre ligne de montage, où sont produits les modèles 206+ et 308 de Peugeot, elle vient juste d'arrêter une équipe de nuit et de renvoyer... 500 intérimaires !

Quant à l'annonce en fanfare de quarante embauches en CDI pour le second semestre de cette

année, il n'y a pas de quoi pavoiser : à ce rythme, il faudrait près de dix-neuf ans pour embaucher les 1 500 travailleurs qui sont actuellement sous contrat précaire à l'usine. Et la direction se garde bien de rappeler qu'elle a supprimé 2 000 emplois en CDI ces quatre dernières années, soit 20 % des effectifs.

Pour bon nombre d'intérimaires qui galèrent depuis des années de petit boulot en petit boulot, il y a bien sûr l'espoir de décrocher enfin un CDI. Mais un espoir bien mince : certains ont déjà fait le calcul que seulement deux sur cent parmi eux seront retenus...

Si la production quotidienne doit avoisiner les 1 500 véhicules en fin d'année, pour peu que les ventes ne chutent pas d'ici là, c'est avant tout de la précarité que PSA fabrique et entretient dans toutes ses usines.

Correspondant LO

• Renault – Flins (Yvelines)

Comment s'échauffer à l'usine... à lire la presse du patron

Dans *Courants* du mois de mai dernier, un mensuel interne publié par la direction de l'usine Renault de Flins, où sont produites des Clio, on peut trouver deux pages consacrées à la prévention des TMS, ces troubles musculo-squelettiques qui touchent plus de la moitié des ouvriers.

Un peu crispé, le lecteur

y apprend que les problèmes – qu'il croyait dus à la cadence à tenir dans les ateliers, en particulier depuis que la direction fait la chasse aux coûts et supprime des postes à tour de bras – sont en fait liés à la méconnaissance des « bons gestes ».

Ainsi le lecteur se voit-il grondé : « Faire du sport sans s'échauffer ? Certainement

pas ! C'est pourtant l'erreur que commettent la plupart d'entre nous lorsqu'il s'agit de travailler. Qu'il s'agisse de tenir un poste de travail, de conduire un car à fourche, ou même de se tenir devant un ordinateur, nos muscles ont besoin de monter en température pour fonctionner correctement. » En attendant, c'est la patience du lecteur qui monte en température...

Il n'est pourtant pas au bout de ses peines. La kinésithérapeute, employée par la direction depuis plus de vingt ans, y commente « l'apparition de nouveaux troubles ». Nous y voilà : les pièces à déplacer, de plus en plus vite, sans pauses, sans vrai temps de repas, les horaires en équipe, le manque d'effectifs ? Erreur sur toute la ligne ! Ces nouveaux troubles sont « liés à l'augmentation de la taille, et aussi à des activités nouvelles : les jeunes générations font moins de sport. En revanche, elles jouent à des jeux

vidéo, vont sur Internet. Or les manettes et les souris sont très mauvaises en termes d'ergonomie et favorisent l'apparition de TMS. »

En fait, le bon geste, on le connaît, mais il ne serait pas très poli.

Correspondant LO

• CCA International Jaunay-Clan (Vienne)

Une grève surprise fait reculer la direction

À CCA International (ex-Qualiphone), un des centres d'appels de la zone du Futuroscope, un mouvement largement suivi a éclaté jeudi 10 juin.

Suite à un précédent mouvement des travailleurs pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de travail, le directeur avait cru bon d'envoyer des courriers de convocation à certains d'entre eux, spécifiant que « débrayer pouvait aller jusqu'au licenciement ».

En solidarité avec leurs camarades concernés et face à un patron qui estime que les employés sont taillables et corvéables à merci, la colère a éclaté sous la forme d'un débrayage surprise. La direction ne s'attendait pas à cela et, face à l'ampleur du mouvement, a préféré reculer en renonçant à ses menaces.

Pour faire manger son chapeau à un patron et se faire respecter, rien ne vaut la force collective.

Correspondant LO



• Von Roll - Delle (Territoire de Belfort) En lutte pour les salaires

« Des millions pour les actionnaires et zéro pour les salariés » : c'est le texte du panneau qui recouvre celui de Von Roll, depuis mardi 8 juin. Cette usine, ex-UDD, qui fabrique des pièces pour l'industrie électrique (Alstom est l'un des gros clients), ou encore des lames de racle pour des papeteries, et qui compte 137 salariés, est en grève, bloquée par la grande majorité des 90 ouvriers. Ils revendiquent, avec la CGT seul syndicat présent, une augmentation de 70 euros du salaire de base.

En décembre 2009, lors des négociations salariales annuelles, la direction avait décidé zéro euro d'augmentation dans toutes les usines du groupe en Europe, et cela à la fin d'une

année particulièrement dure – nombreux jours de chômage partiel, vingt licenciements, des pressions accentuées pour des efforts toujours dans le même sens.

Alors que la charge de travail réaugmentait de mois en mois, la direction serine qu'il n'y a « pas de lisibilité à long terme ». Mais on apprenait que la douzaine de gros actionnaires du groupe Von Roll, basé en Suisse, s'étaient octroyé 26 millions d'euros de dividendes, le double de 2008, et que le directeur de tous les sites de production a eu son salaire annuel augmenté de 300 000 euros, atteignant 1,8 million !

Après une énième demande aboutissant à une proposition de rouvrir des négociations

seulement le 18 juin, il a été décidé d'agir tout de suite, sans laisser la possibilité à la direction de faire partir la production d'ici là.

Les grévistes, une soixantaine, se retrouvent chaque jour à l'usine, située au centre de la ville. Toute la journée, à la porte, munis d'une grosse sono, ils appellent tous ceux qui passent à les soutenir, moralement et financièrement, et les automobilistes à klaxonner. Ils reçoivent de nombreux gestes de solidarité, auxquels ils répondent chaleureusement.

Samedi 12 juin, la direction a accepté de rencontrer les délégués à Belfort, à la Direction du travail. Elle leur a dit qu'il y aurait bien des négociations... le 17 juin, preuve d'ouverture de sa part, mais rien pour les salaires avant décembre !

Après une semaine de lutte dans cette usine, où il ne s'était rien passé de comparable depuis 1997, l'ambiance a bien sûr radicalement changé entre les ouvriers, solidaires face à des patrons financiers. Lundi 14 juin, les grévistes, toujours aussi nombreux, tenaient bon.

Correspondant LO



• General Motors – Strasbourg Chantage à l'emploi pour faire baisser les salaires !

Depuis deux ans, l'usine General Motors de Strasbourg, qui fabrique des boîtes de vitesse essentiellement pour BMW et quelques marques de GM aux États-Unis, avait été mise en vente par l'ex-GM Corporation, dans le but de faire rentrer des liquidités. Strasbourg a été placée dans une structure, Motors Liquidation Company, dans laquelle GM a jeté les boîtes « pourries » après sa déclaration en faillite.

Les repreneurs ne se sont pas précipités, et malgré les annonces périodiques de la direction, jusqu'au début de ce mois de juin les prétendus candidats faisaient un petit tour et repartaient sans plus donner signe de vie !

Vendredi 11 juin, tout d'un coup, changement de musique : la direction distribuait un document « confidentiel » aux représentants au Comité d'entreprise, dans lequel elle explique, chiffres et graphiques à l'appui, que New GM, la partie de GM comprenant ce

qui est considéré comme rentable, a « l'intention » de racheter l'usine de Strasbourg. Mais, pour que les négociations puissent avoir lieu, il faudrait d'abord que les conventions collectives soient renégociées avec les représentants du personnel. En clair, la reprise de l'usine par GM Automotive Holding SL, de droit espagnol, est conditionnée à la diminution des coûts du travail.

En conséquence, la direction veut obtenir une diminution de 10 % des coûts salariaux en gelant les salaires pour 2010 et en se fixant sur l'inflation pour les deux années suivantes. Cela suppose aussi l'allongement du temps de travail par la suppression de huit RTT sur 17, le reste étant à la disposition du patron, et les temps de pause ne seraient plus comptés comme temps de travail. Elle joue sur l'inquiétude des salariés de l'entreprise qui, depuis deux ans, ont eu droit au chômage partiel fin 2008 et les quatre premiers mois de 2009, à des licenciements déguisés en départs volontaires – 168 en 2008 et un plan en cours pour le

départ de 198 personnes, essentiellement des ouvriers de fabrication. Le tout avec un alourdissement des charges de travail puisque la production est passée de 1 200 boîtes de vitesse à 1 500 ces trois derniers mois.

La direction espérait sans doute que les travailleurs allaient se contenter d'approuver ces nouvelles attaques en contrepartie de l'assurance de rester dans le giron de General Motors Company. Mais dès le 14 juin les militants de la CGT, au cours de réunions d'information qui ont regroupé la majorité des ouvriers de production, ont mis les points sur les i en expliquant le chantage de la direction qui, depuis deux ans, ne cesse de répéter que « si on bouge, on est mort ! » Et ils ont appelé les travailleurs à débrayer le mercredi 16 juin, au moment de la réunion de CE où la direction veut demander l'accord des délégués pour engager la procédure.

Rien ne prouve que les travailleurs de GM vont accepter en silence de se faire plumer une nouvelle fois.

Correspondant LO

• Clariant - Huningue (Haut-Rhin)

Une grève plutôt réussie



Jeudi 10 juin, à leur neuvième jour de grève, les 130 grévistes du site chimique de Clariant à Huningue, près de Bâle à la frontière suisse, ont majoritairement voté la reprise du travail pour le lendemain, sur la base des dernières propositions de la direction : 10 000 euros en plus sur la prime de « préjudice » pour la perte de leur emploi suite à la fermeture du site d'ici la mi-2011.

Ils ont également obtenu que cette prime soit lissée, au lieu de dépendre de l'ancienneté, ce qui ferait au final

32 500 euros par salarié. Cette prime s'ajoute à la prime de retour à l'emploi, qui varie de 30 000 à 45 000 euros selon l'ancienneté, et aux indemnités légales. Pour un ouvrier de 45 ans et 25 ans d'ancienneté, cela pourrait représenter près de 100 000 euros au total.

Par ailleurs, les jours de grève seront intégralement payés. Les grévistes sont donc plutôt satisfaits de leur lutte, sans laquelle ils auraient eu bien moins de garanties.

Correspondant LO.

• Intermittentes enceintes Le congé maternité est de congé

Mercredi 9 juin, des intermittentes du spectacle et de l'audiovisuel ont manifesté devant le siège de la Halde, la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, pour protester contre la discrimination dont elles sont victimes quand elles sont enceintes. Regroupées dans le collectif les Maternittentes, elles dénoncent le fait que la Caisse d'assurance maladie refuse à nombre d'entre elles l'indemnisation de leur congé maternité parce qu'elles ne remplissent pas les conditions exigées, à savoir avoir travaillé 200 heures en trois mois avant le début de la grossesse ou de leur congé prénatal, ou avoir cumulé 800 heures de travail au cours des douze mois précédant le début de la grossesse.

De plus les Maternittentes dénoncent le fait qu'après un congé maternité non indemnisé, Pôle emploi peut radier la jeune mère en ne prenant pas en compte le congé dans la réouverture des droits à l'assurance chômage. Et c'est donc au moment où elle en aura le plus besoin, ayant désormais

un enfant à sa charge, que celle-ci ne touchera pas d'indemnités chômage.

Enfin les Maternittentes dénoncent le fait que, même si elles sont indemnisées pendant leur grossesse, quand elles s'inscrivent à Pôle emploi leur indemnisation peut être très inférieure – parfois de moitié – à celle dont elles bénéficiaient avant leur congé maternité.

De fait, certaines intermittentes préfèrent ne pas déclarer leur grossesse plutôt que de se retrouver sans ressources, de prendre le risque d'être radiées de Pôle emploi ou de toucher des indemnités ridicules.

En mars dernier le sujet avait été discuté au Parlement, pour que les femmes travaillant en intermittence mais aussi, au-delà, toutes celles qui travaillent en CDD, et pas seulement dans le spectacle ou l'audiovisuel, puissent bénéficier des congés maternité. Nadine Morano avait alors déclaré que ce n'était pas nécessaire. Il paraît pourtant qu'elle est secrétaire d'État à la Famille.

Cédric DUVAL

• Centre hospitalier de Nevers

Grève pour cause de ras-le-bol

Jeudi 10 juin, le personnel du Centre hospitalier de Nevers était en grève. L'après-midi, nous étions 500 rassemblés devant les portes pour aller apostropher le directeur. Car depuis des mois et des mois le ras-le-bol s'accumule.

Il y en a assez du manque de personnel dans tous les services et dans toutes les catégories, des infirmières aux ASH, des secrétaires médicales aux aides-soignantes. Les heures supplémentaires s'accumulent : 80, 100, 140 heures et jusqu'à 420 heures au Samu ! Partout, il faut revenir sur ses repos, les plannings sont régulièrement « bidouillés » pour que ça tienne. Les départs en retraite ne sont pas remplacés. Il est arrivé pour certains de faire des semaines de 61 heures. Dans plusieurs services, on ne sait encore ni les dates, ni la durée de nos congés d'été.

Les brancardiers, eux, étaient en grève depuis le lundi 7 juin. Ils réclament deux embauches pour alléger la charge de travail. Ils ont le dos et la colonne vertébrale démolis par les kilomètres effectués dans un hôpital tout en longueur, avec un revêtement de sol trop mou dans lequel les roues des lits s'enfoncent.

Il y en a assez aussi des contrats précaires. À la cuisine, 27 % du personnel est sous contrat. À l'EHPAD de Pignelin, plusieurs camarades sous contrat ont été licenciées alors qu'il manque du personnel. Dans un service, les AS sont quatre mais le nombre de

malades est passé de 40 à 53.

Enfin, il y a le mépris de l'encadrement qui nous dit qu'« on ne fait pas assez d'efforts », qu'« on devrait être contents d'avoir du travail », qu'« il faut que chacun y mette du sien ».

Cette situation avait vraiment trop duré et le mot d'ordre de grève des trois syndicats (CGT, CFDT, FO) du 10 juin a été très largement suivi. Nous avons envahi les couloirs et les bureaux et obligé le directeur à venir s'expliquer devant tout le monde. Mais ce monsieur était surpris ! D'après lui « rien dans la relation que j'avais avec le personnel ne laissait transparaître ce mouvement ». Lui, « il doit être vigilant sur la maîtrise des dépenses » et « il faut accroître nos capacités sur le marché de l'offre de soins ». Il a même accusé le personnel de mettre le Centre hospitalier en péril avec la grève. Il a été hué et apostrophé.

À toutes les questions précises, le directeur n'avait aucune réponse. Il dit qu'il veut du personnel « heureux » au travail, mais il ne peut pas embaucher les contractuels, il ne peut pas créer des emplois, il ne peut pas payer les heures supplémentaires, il est dans « la rigueur budgétaire ». Mais c'est justement elle qui fait qu'on s'occupe de moins en moins bien des malades, et le président de la Commission médicale d'établissement était obligé de reconnaître que « quand nos collègues agents ne sont pas bien, nous non plus ».

Le directeur ne pouvant donc rien pour nous, la poursuite du mouvement a été décidée et, tous les jours, un certain nombre d'entre nous font grève. Le jeudi 17 juin, il était prévu d'aller devant la DDASS « accueillir » un représentant de l'ARS, l'Agence régionale de la santé.

Se retrouver tous ensemble, tous services confondus, avoir pu dire son fait au directeur, cela a redonné le moral à tous. Il faudra compter dans l'avenir avec les travailleurs de l'hôpital, bien décidés à continuer ce mouvement.

Correspondant LO



• Centre hospitalier d'Argentan (Orne)

Les soins, ça doit d'abord rapporter

L'hôpital d'Argentan, qui regroupe environ 600 personnes, subit comme tous les hôpitaux la politique de compression accélérée des coûts mise en œuvre par les gouvernements. Les victimes en sont les malades et les salariés. Mais cette politique a aussi ses serviteurs zélés au sein des directions.

Ainsi, dans une lettre d'information jointe à chaque bulletin de paye, le directeur de l'hôpital tient un véritable réquisitoire à l'encontre des hospitaliers, coupables à ses yeux de « laisser filer les dépenses » et menace, si les « pistes d'économies » qu'il avance ne sont pas appliquées, « d'avoir à prendre des décisions plus drastiques en

catastrophe en fin d'année ».

Car, pour ce monsieur, l'hôpital ne gagne pas assez d'argent. Il perdrait même 3 % de recettes du fait d'une mauvaise codification des séjours des patients. En conséquence, il demande à chaque hospitalier de veiller, avec une codification appropriée, à rechercher les gains maximums. Le premier objectif est donc de faire rentrer de l'argent.

Le second est de dépenser moins. Et là aussi, le personnel serait en cause du fait d'une augmentation des absences (maladie et maternité). Il chiffre à un million d'euros le manque à gagner. À cela il ajoute dans son réquisitoire

minable et odieux « des bris de matériel bien regrettables ». Et pour qu'on comprenne bien à qui il veut le faire payer, il précise : « Une seule réparation peut représenter deux à trois mois de salaire, charges comprises ! »

Mais c'est tout au contraire la politique gouvernementale, que ce monsieur défend, qui coûte cher aux hospitaliers, aux malades et à l'ensemble de la société. Car, bien plus que de bris de matériel, c'est de la casse de l'hôpital public que ces moralisateurs et chasseurs d'économies sont responsables.

Correspondant LO

• Heuliez – Cerizay (Deux-Sèvres)

La valse des repreneurs continue

En juillet 2009, le cabinet de conseil BKC avait repris Heuliez pour 30 000 euros. Il licenciait au passage 400 travailleurs sur les mille d'alors, 220 autres alternant les périodes de chômage partiel avec celles de formations dans l'usine, payées par des fonds régionaux. Mais Louis Petiet, le PDG de BKC, était présenté comme le sauveur de l'emploi.

Près d'un an après, le sauveur n'a pas apporté les fonds promis, mais il a par contre bien empoché les aides directes – près de cinq millions d'euros – de la région, présidée par Ségolène Royal, et revendu (cher) ses actions à un autre homme d'affaires.

Aujourd'hui, de nouveaux repreneurs sont sur les rangs :

un fonds d'investissement asiatique (Delamore), un conglomérat d'industriels franco-allemand (BGI et Con Energy), le troisième larron étant l'homme d'affaires CH Mircher. Dans ce nouvel épisode, il n'y aurait plus que 420 travailleurs repris.

De l'argent, il y en aurait pourtant pour maintenir l'emploi et développer, sous

le contrôle de la population, une production utile. Les anciens propriétaires d'Heuliez, la famille Quéveau, sont à la tête d'une fortune de près de 100 millions d'euros, une richesse créée par le travail des ouvriers. La moindre des choses serait de la mettre à contribution !

Correspondant LO



• Châtelleraut (Vienne)

Une politique d'esbroufe financée sur les fonds publics

Après avoir dénoncé, il y a un an, les patrons voyous qui ont fermé l'usine New-Fabris (sans leur réclamer pour autant les aides publiques régionales perçues au même moment), mettant ainsi sur le carreau 366 travailleurs, Ségolène Royal a fait un retour médiatique sur le site désaffecté de l'usine, le 9 juin dernier.

Elle a affirmé que la Région, qu'elle préside, allait racheter le site pour créer une « nouvelle fabrique écologique » d'activités.

Avant de repeindre en vert les bâtiments, il lui faudra

les dépolluer, et l'ardoise de 3,5 millions d'euros sera pour la collectivité. Quant aux futures activités, rien n'est concret, sinon sa volonté de couvrir le toit – branlant – de l'usine de panneaux photovoltaïques.

Tout cela sera bien insuffisant pour remplacer les emplois détruits, mais gageons que des patrons, quant à eux, trouveront en cette responsable politique socialiste une oreille attentive pour tirer le maximum de financements publics... « écologiquement durables ».

Correspondant LO

• Air France

La direction de la CGT « fait le ménage », le patron applaudit

Le Bureau national CGT d'Air France vient d'exclure huit élus du personnel et responsables CGT d'Orly-Nord (ateliers de maintenance aérienne) que lui et Air France considèrent comme des empêcheurs de négociateur en rond.

À son arrivée à la tête de la CGT, Thibault avait annoncé vouloir passer d'un « syndicalisme de contestation » à un « syndicalisme de proposition ». Si cela ne changeait pas grand-chose à la politique de la CGT sur le fond, cela a entraîné des changements sur la forme.

À Orly-Nord, cela s'est traduit lors d'un mouvement de protestation (refus de signature des bons de travaux) par un désaveu de la section CGT. En même temps un accord secret, vis-à-vis des travailleurs, était signé entre Air France et la direction de la CGT, qui s'engageait à interdire de tels mouvements et à mieux contrôler ses sections syndicales.

Les désaveux ont continué à pleuvoir quand les militants CGT d'Orly ont organisé des débrayages et manifestations sur les salaires à l'aérogare... alors que le Bureau national CGT venait de signer un accord entérinant une baisse de pouvoir d'achat.

Dans la foulée, un vent de contestation souffla sur le congrès de la CGT Air France avec, du jamais-vu, deux candidatures au poste de secrétaire général. Depuis, le Bureau national n'a eu de cesse de chercher à se débarrasser des oppositions dans différents secteurs : au Commercial à Montreuil, à Orly Escal, au Fret Orly et Roissy, au Siège, au Bourget. Et bien sûr à Orly-Nord, où la section CGT a aussi soutenu à diverses reprises les salariés de la cantine en grève contre leurs employeurs, qui sont des élus CGT du Comité d'entreprise (CE) mais ont des méthodes de patrons. Ce soutien a évidemment déplu aux bureaucrates de l'appareil.

Alors, sous prétexte

d'adapter ses structures aux nouvelles divisions administratives d'Air France, la direction de la CGT a décidé, il y a un an, de réduire le nombre des sections syndicales du secteur industriel (Orly-Nord, Roissy, Le Bourget, Paray et Toulouse) en les fusionnant en une seule section dite DGI. Cela noyait dans un vaste ensemble des sections contestant la direction du syndicat et faisait que les responsables de la section DGI, désignés par la direction nationale, ne dépendaient plus que d'elle.

N'y voyant pas malice, certaines sections ont approuvé cette fusion forcée, sans même consulter leurs syndiqués. En revanche les syndiqués d'Orly-Nord ont voté contre. Qu'à cela ne tienne, le Bureau national de la CGT est passé outre et, s'asseyant sur ses propres statuts, a fait savoir à Air France que, cette section locale n'existant plus, ses représentants et délégués syndicaux n'avaient plus de mandat.

Mais, même si Air France

a accordé plus de moyens aux permanents de la section DGI, celle-ci n'a pratiquement personne de connu à Orly-Nord. Et la direction de la CGT a beau faire venir des gens à elle depuis d'autres sites, ceux auxquels les travailleurs s'adressent sont les militants de la section dissidente. Ce sont eux qu'ils voient dans les ateliers, eux qui interviennent comme délégués du personnel, même si le patron les écarte des réunions de secteur au profit de la CGT « dans la ligne ».

Lors de récentes élections aux CHS-CT (Comités hygiène et sécurité-conditions de travail), la direction de la CGT et celle d'Air France ont cru porter un coup aux dissidents, la CGT DGI ne les représentant pas. Ils ont pourtant réussi à se faire élire, alors que les candidats de la CGT officielle étaient blackboulés.

Air France a voulu faire casser ces élections. Sans succès. La direction de la CGT, elle, a décidé, selon un de ses membres, de « faire le ménage », en excluant des

syndicalistes trop liés aux travailleurs.

Orly-Nord n'est pas seul concerné : la section du Bourget a été écartée ; au Fret Roissy, une section de 80 syndiqués a de fait disparu ; au Commercial et au Siège, des militants n'approuvant pas l'orientation de la CGT nationale ont été mis sur la touche...

Pour collaborer avec les représentants de la compagnie, les dirigeants de la CGT sont prêts à casser des sections dont les militants considèrent, à juste titre, qu'obtenir du patron un brevet de partenaire responsable n'a rien à voir avec l'intérêt des travailleurs.

À Orly-Nord, il n'est pas sûr que le patron et ceux qui veulent l'aider à écarter des syndicalistes soutenus par le personnel parviennent à faire taire ces derniers. Et c'est tant mieux parce que, face à la crise, des militants soucieux de défendre les intérêts de la classe ouvrière sont plus indispensables que jamais.

Correspondant LO

• RATP – Dépôt de Saint-Denis

Les conducteurs de bus en colère

Les conducteurs de la vingtaine de lignes de bus du dépôt RATP de Saint-Denis se sont mis en grève vendredi 11 et lundi 14 juin. Ils ont réagi suite à l'agression d'un conducteur sur la ligne 368, gazé avec une bombe lacrymogène puis frappé au visage par un individu, parce qu'il ne lui avait pas ouvert la porte en dehors de l'arrêt.

Réfugié dans le terminus, le conducteur agressé a été trouvé là en état de choc par un de ses collègues, à qui le régulateur (un agent de maîtrise) a demandé par radio de repartir en abandonnant l'agent traumatisé. Cela a révolté tout le monde.

Le même jour, dans le quartier des Francs-Moisins à Saint-Denis, un bus 256 a été pris sous des tirs visant une voiture de police qui s'est protégée... en se plaçant derrière le bus ! Le lendemain, les bus du dépôt

ne sont pas sortis. Les conducteurs ont dénoncé les agressions physiques successives (quatre en deux mois), les délais importants d'intervention de la police ou des équipes sécurité de la RATP (SEC), ainsi que la déshumanisation des terminus et de la régulation. La direction ayant retiré les régulateurs

des terminus, afin de supprimer des postes, il y a moins de contacts entre les conducteurs et les régulateurs, et donc moins de présence sur le réseau.

À chaque incident, la réponse type de la direction est : « On ne peut pas mettre un policier dans chaque bus ». Un policier, peut-être pas, mais il

fut un temps où il y avait deux agents par bus : un conducteur et un receveur ; et pour certaines agressions, comme celle du 368, cela aurait été dissuasif.

Le Comité d'hygiène et sécurité (CHSCT) du réseau bus avait quant à lui déposé un droit d'alerte. Non seulement la direction a refusé de le reconnaître, estimant que le secteur était sécurisé, mais elle a brandi son code 800, qui signifie « absence injustifiée sans solde ». Tout cela n'a fait que révolter un peu plus les conducteurs qui n'étaient absolument pas absents du dépôt et qui ont, à juste titre, pris ce code comme une sanction.

Finalement, la reconduction du mouvement le lundi 14 juin a amené la direction à plus de modération, pour tenir compte, a-t-elle dit, du contexte

de travail. Une façon de reconnaître d'ailleurs que tout n'était pas si bien sécurisé.

Les conducteurs de bus de Saint-Denis, souvent jeunes, ont montré une forte solidarité entre eux. Ils vivent tous les jours des conditions de travail dégradées, avec les bus bondés. Les postes de conduite sont sales, les pannes fréquentes et, en prime, ils doivent supporter le mécontentement des voyageurs et l'agressivité qui se manifeste à la moindre occasion.

Comment ne s'inquiéteraient-ils pas de voir les bus et eux-mêmes devenir injustement une cible dans les quartiers difficiles, transformés en ghettos, où vit une population de plus en plus en difficulté ? Et comment ne seraient-ils pas choqués de voir leur direction rester sourde et aveugle aux problèmes qu'ils rencontrent, et muette quand il s'agit de répondre à leurs demandes ?

Correspondant LO



Bus : des conducteurs de plus en plus sous pression.

• Chine, 20 juin 1900

La révolte des Boxeurs

La révolte des Boxeurs (connus aussi sous le nom anglais de Boxers), qui ébranla la Chine de 1898 à 1901, fut lancée par une société secrète appelée les Poings de la justice et de la concorde, qui pratiquait ce qu'on appelait alors la boxe chinoise et aujourd'hui le kung-fu. Ce mouvement, initialement opposé aux puissances étrangères qui dépeçaient la Chine et à la cour impériale des Qing qui gouvernaient alors, conduisit, à partir du 20 juin 1900, au siège des légations étrangères présentes à Pékin. Ce siège dura 55 jours et se termina par la défaite des Boxeurs insurgés et la mise sous tutelle de la Chine par huit nations impérialistes (Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie).

Les grandes puissances européennes arrivèrent en Chine au début du 19^e siècle. Elles entendaient l'ouvrir à leurs marchandises et se créer des sphères d'influence. Elles finirent par obliger l'Empire chinois à leur céder des ports et des quartiers de Shanghai, où se trouvaient les concessions française, allemande, américaine et britannique.

Le rejet de la dynastie en place et des grandes puissances occupantes

La colère de la population chinoise contre cette présence étrangère s'exprima d'abord contre les missionnaires venus convertir la population. Ceux-ci jouaient un rôle d'informateurs des occupants impérialistes, participaient à des opérations d'expropriation de terres, étaient mêlés à des incidents parfois sanglants avec la population. À chaque attaque contre les missionnaires, les puissances impérialistes réclamaient des sanctions et des

dédommagements pour les Églises, qui étendaient ainsi leur influence.

En 1895, la défaite de la Chine dans une guerre avec le Japon entraîna la perte de Taïwan, de la région de Port-Arthur, de sa suzeraineté sur la Corée, et de lourds dommages de guerre à payer au Japon, ce qui accentua la mainmise des banques étrangères sur la Chine. Entre 1896 et 1898, les puissances impérialistes accélèrent le partage du territoire, la prise de contrôle des chemins de fer et des ports, instrument du pillage des ressources chinoises.

Au sommet de l'État, des intellectuels réformateurs tentèrent d'imposer sans succès une modernisation bourgeoise de la Chine, avec la bénédiction de l'empereur Guangxu. Mais le clan conservateur de l'impératrice douairière Tseu-hi s'y opposa. Avec le soutien du chef de l'armée Yuan Shikai, elle mit l'empereur aux arrêts et fit exécuter les réformateurs.

La société du Yihequan, Poings de la justice et de la



Les combats de Shanghai en 1900.

concorde, plus tard appelée Yihetuan, Milice de la justice et de la concorde, entraînait ses adhérents aux arts martiaux et à des pratiques mystiques censées les rendre invulnérables aux balles. Ses membres, les Boxeurs, étaient des ouvriers agricoles auxquels se joignirent des bateliers, des porteurs et des artisans ruinés. En s'opposant de façon radicale à la dynastie régnante des Qing et à l'occupation impérialiste, ils donnaient une forme organisée aux aspirations des masses chinoises.

L'assassinat de deux missionnaires allemands en novembre 1897 dans le Shandong lança le mouvement. Le Shandong était le berceau du kung-fu, mais aussi la région qui avait subi de plein fouet la guerre sino-japonaise et les manœuvres impérialistes qui suivirent, conclues par la mainmise de l'Allemagne sur cette région.

Les Boxeurs combattirent au grand jour à partir de mars 1898. Haranguant la population avec le mot d'ordre « *Renversons les Qing, détruisons les étrangers* », ils affrontèrent les armées impérialistes et l'armée chinoise dans ce qui devenait une insurrection paysanne. Il n'était plus seulement question de s'en prendre aux missions, les Boxeurs détruisirent les lignes télégraphiques et les voies ferrées. En 1899, la répression eut pour effet d'élargir leur influence et de leur apporter de nouveaux partisans. Ils allaient bientôt déferler sur Pékin et Tien-tsin.

L'impératrice chapeaute le mouvement

Devant l'ampleur du mouvement, l'impératrice douairière Tseu-hi voulut l'encadrer,

afin de neutraliser son action contre son propre pouvoir. Pour apparaître comme défendant l'intérêt national, elle refusa quelques concessions aux puissances impérialistes. En janvier 1900, un édit de l'impératrice reconnut les sociétés secrètes. En mai, alors que les ambassades impérialistes réclamaient l'interdiction des Boxeurs, la cour les organisait en milices. Deux princes et un général étaient placés à leur tête.

Le 2 juin, un périmètre de sécurité étant mis en place autour des légations étrangères, 450 soldats occidentaux arrivèrent à Pékin pour les défendre. Mais à partir du 7 juin les Boxeurs envahirent la capitale. Les insurgés, désormais soutenus par des éléments de l'armée impériale, changèrent leur mot d'ordre qui devint « *Soutenons les Qing, détruisons les étrangers* ». Courant juin, les Boxeurs affrontèrent avec succès un détachement britannique qui tentait de venir en renfort à Pékin. Le 17 juin, les troupes impériales chinoises se joignirent aux Boxeurs pour attaquer les légations. Le 20 juin 1900, l'assassinat d'un baron allemand marquait le début du siège. Le 21, l'impératrice demandait aux ambassadeurs étrangers de quitter Pékin pour Tien-tsin. Devant leur refus, elle ordonna à ses troupes et aux Boxeurs d'attaquer les légations.

Les légations étrangères de Pékin assiégées

Il y eut des combats pour le contrôle de la gare de Pékin et les Boxeurs lancèrent des assauts contre les concessions, dont certains bâtiments furent entièrement détruits. Mais le 14 août, une armée associant les troupes des huit nations

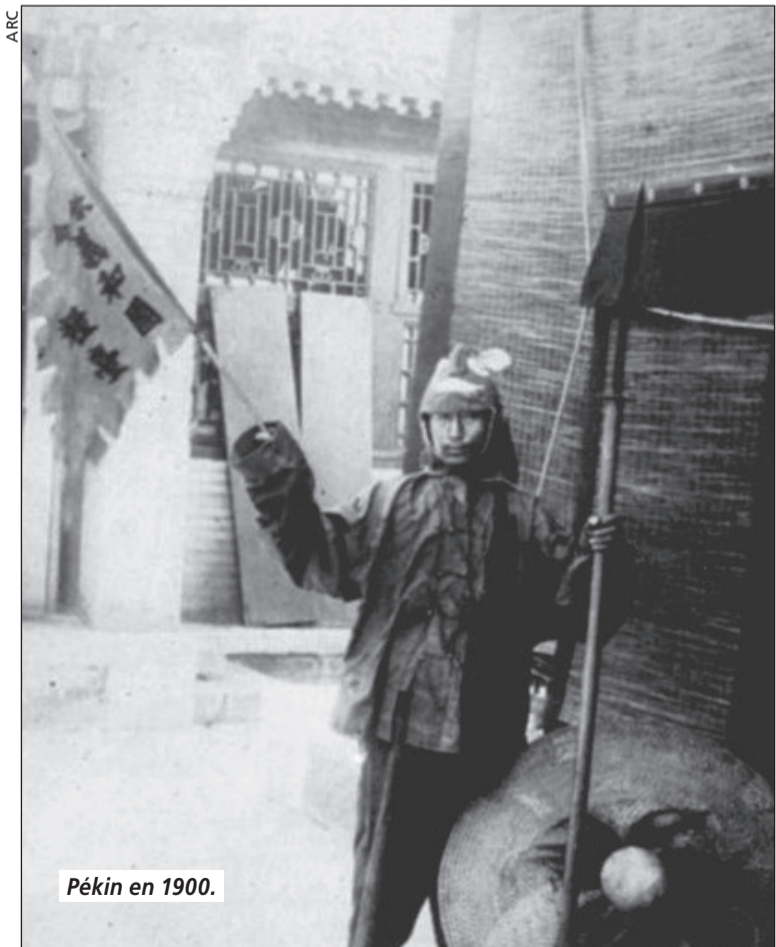
alliées contre la Chine entra à Pékin, après avoir livré plusieurs batailles contre les forces chinoises. Les légations furent libérées. À la suite de quoi, militaires et colons commirent les pires atrocités, pillant, violant et tuant par milliers des Chinois accusés, à tort ou à raison, d'être des Boxeurs. D'octobre 1900 au printemps 1901, il y eut plusieurs dizaines d'expéditions punitives dans l'arrière-pays. Cette terreur entendait prévenir toute autre révolte de la population chinoise. Enfin, le 1^{er} février 1901, les Boxeurs étaient dissous et l'impératrice ordonnait à ses troupes de les massacrer : elle avait à nouveau fait volte-face.

La Chine sous le joug impérialiste

Le 7 septembre 1901, les huit nations impérialistes imposaient à la Chine un protocole humiliant prévoyant le paiement de 67,5 millions de livres sterling sur trente-neuf ans (en pratique, elle paiera jusqu'en 1930), l'exécution ou le bannissement de certains responsables chinois, l'interdiction d'importer des armes, la destruction des forts défendant Pékin, l'expansion des légations et de nouvelles zones d'occupation militaire. La Chine fut ainsi placée sous la tutelle des nations impérialistes. Des fonctionnaires français contrôlaient les postes tandis que les Britanniques s'occupaient des douanes.

Malgré la défaite, le souvenir de cette lutte mais aussi celui des zigzags de la cour impériale allaient alimenter l'opposition aux forces occupantes et les sentiments antidynastiques de la population. Dix ans plus tard, en 1911, la dynastie tombait et la république était proclamée.

Jacques FONTENOY



Pékin en 1900.

• Kirghizstan

Une flambée de violence ethnique provoquée

97 morts, 1 200 blessés, des dizaines de milliers de réfugiés fuyant les tueries, selon le gouvernement kirghize, et sans doute bien plus en réalité : tel est le bilan provisoire de la vague de violence qui s'est abattue sur le Kirghizistan, une ex-république soviétique d'Asie centrale.

Les communiqués officiels et les rapports des ONG parlent de massacres de membres de la minorité ouzbèke par de jeunes Kirghizes qui ont éclaté à Och, la seconde ville du pays (250 000 habitants), puis gagné la ville de Jalalabad, dans une région, celle de la vallée de Fergana, qui est une mosaïque de peuples imbriqués de façon inextricable. Qu'ils soient turcophones, tels les Kirghizes et les Ouzbeks, ou iranophones, tels les Tadjiks, ces peuples et quelques autres y vivent depuis des siècles sur les mêmes terres, dans des villages voisins.

Du temps de l'Union soviétique, les délimitations entre

républiques portant le nom de tel ou tel peuple ne cloisonnaient pas les populations selon leur origine ethnique. Mais, avec l'éclatement de l'URSS fin 1991, ces subdivisions administratives se sont hérissées de postes frontières et, du jour au lendemain, ici des Tadjiks ou des Ouzbeks, là des Kirghizes se sont retrouvés étrangers chez eux, minoritaires dans un État national ne se disant pas le leur.

Pire, toute la région s'est retrouvée avec des démagogues prêts à désigner les minoritaires à la vindicte de la foule, pourvu que cela leur permette de garder ou d'arracher le pouvoir. Et ce n'est pas la première fois,

depuis une vingtaine d'années, que pogromes et pillages s'abattent sur telle ou telle minorité de cette région.

Dans le cas présent, il semble bien que le clan de l'ex-dictateur kirghize renversé en avril dernier, Bakiev, tire actuellement les ficelles de la haine ethnique afin de déstabiliser le pouvoir fraîchement conquis par certains de ses alliés d'hier ou d'avant-hier. Et il peut d'autant plus aisément espérer arriver à ses fins que la population, qui vit ou plutôt survit pour 40 % d'entre elle sous le seuil de pauvreté, est à bout. Depuis vingt ans, elle ne connaît que la misère noire dans laquelle l'ont plongée les clans régionaux rivaux des bureaucrates qui pillent le pays.

Se disputant le pouvoir central, qui a trois fois changé de mains de façon violente au Kirghizistan depuis la fin de

l'URSS, les clans dirigeants n'hésitent pas, pour détourner la colère des victimes de leur pillage, à les lancer périodiquement contre les pauvres du quartier d'à côté.

C'est ce qui s'est passé dans le sud du pays, place forte du clan Bakiev, et semble aussi avoir atteint certains quartiers de la capitale, Bichkek. Et les partisans de Bakiev espèrent bien, en plongeant le pays dans le sang à la veille d'un référendum sur une nouvelle Constitution, déstabiliser la nouvelle équipe au pouvoir.

En tout cas, le gouvernement de la présidente par intérim Otounbaïeva semble si mal assuré que, dès le lendemain des pogromes à Och, il a déclaré avoir perdu le contrôle du sud du pays et appelé la Russie à lui fournir une aide militaire. Le Kremlin a refusé, au moins dans un premier temps, de

crainte semble-t-il de s'engager dans un borborygme sans fond.

Après tout, les dirigeants russes, qui ont une base militaire dans le pays et qui apparaissent comme ayant parainé le dernier renversement de pouvoir en avril, sont bien placés pour savoir ce que valent leurs anciens ou actuels alliés kirghizes, et dans quel abîme sanglant ils sont prêts à plonger leurs populations pour conserver le pouvoir ou pour y revenir. Au risque, d'ailleurs, de plonger dans le chaos tout ce secteur d'Asie centrale qui jouxte l'Afghanistan et la Chine, bien au-delà donc du seul Kirghizistan. Une première étape de cette escalade pourrait être, par exemple, que l'Ouzbékistan décide d'intervenir à la rescousse de « ses » nationaux opprimés.

Pierre LAFFITTE

• Chine

Après Honda, les grèves se propagent

Après les grèves victorieuses de la fin-mai des 1 850 travailleurs de l'usine Honda de Foshan dans la région de Canton, capitale de la province du Guangdong (35 euros de plus sur le salaire de base), puis de ceux du groupe coréen Hyundai près de Pékin (fortes hausses de salaire obtenues également), les grèves se sont étendues en Chine.

Ainsi vendredi 11 juin la grève commençait dans l'usine Honda Lock à Zhongshan, toujours dans la province du Guangdong, dans le sud du pays. Les 1 500 ouvriers de ce fabricant nippon de clés et serrures, sous-traitant de Honda, qui touchent en moyenne 1 700 yuans par mois, réclament une augmentation portant leur salaire à 2 040 yuans, soit 249 euros, ainsi que le droit de choisir leur mode de représentation syndicale.

Dans la même province, les ouvriers d'un autre sous-traitant de Honda, Foshan Fengfu Autoparts, étaient en grève quasiment au même moment, toujours pour réclamer des hausses de salaire.

Début juin toujours, c'est à Kunshan, la zone industrielle située près de Shanghai, que 2 000 ouvriers de l'usine KOK, un fabricant taïwanais de valves et de joints, débrayaient aussi, cinq jours durant, pour des augmentations de salaire. Lundi 7 juin, les affrontements avec la police anti-émeutes faisaient

une cinquantaine de blessés. Dans le Jiangxi (centre-est de la Chine), d'après l'organisation non gouvernementale China Labor Watch, les ouvriers de l'une des plus grandes usines de ballons du monde du groupe taïwanais Si Maibo, fournisseur d'Adidas, laissaient éclater violemment leur colère, à la nouvelle de la mort d'une d'entre eux.

Il est difficile de savoir quelle est la profondeur de cette contestation, et jusqu'où elle s'étend. Il est certain que, durant ces vingt dernières années, les ouvriers ont payé chèrement le prix de la croissance de l'économie chinoise... et des profits des multinationales étrangères, américaines ou françaises par exemple.

China Labor Watch a dénoncé cette surexploitation, par exemple, parmi les quatre fournisseurs du français Carrefour, le patron du fabricant de jouets Lanyu, à Dongguan (Sud), « fait dormir ses travailleurs dans des dortoirs infestés d'insectes », « ne leur accorde que deux journées de repos par

mois ». Chez les sous-traitants qui fabriquent les jouets pour Disney, Mattel, Warner, environ mille ouvriers travaillent onze heures par jour, six jours par semaine et accumulent jusqu'à 70 heures supplémentaires par mois. Le tout pour un salaire mensuel de 75 à 100 dollars, c'est-à-dire de 60 à 80 euros par mois. Depuis le début de l'année, la vague de suicides dans les usines chinoises du géant de l'électronique taïwanais Hon Hai a révélé la dureté des conditions de travail des 800 000 travailleurs du groupe à l'échelle du pays.

Les raisons de se révolter, ces millions d'ouvriers chinois n'en manquent pas, notamment les ouvriers migrants qui ont dû quitter les campagnes, les « mingong » vivant dans des dortoirs, loin de leurs familles. Mais, comme le souligne une étude, ces ouvriers migrants « se montrent moins enclins que la vieille génération à accepter les longues heures et les mauvaises conditions de vie ».

En tout cas, on ne peut que souhaiter que cette contestation s'amplifie et que les centaines de millions d'ouvriers chinois fassent reculer le pouvoir, le patronat local et les multinationales qui les exploitent.

Aline RETESSE

• Maroc

Région minière de Khouribga

Les victimes de l'OCP ne baissent pas les bras



Le 7 juin, au Maroc, treize travailleurs de Smesi et deux autres manifestants solidaires de leur combat ont été condamnés à quatre mois de prison ferme et 500 dirhams d'amende. C'est la lourde sanction que leur a infligée le tribunal pour avoir manifesté en avril dernier. Alors qu'ils dénonçaient le licenciement abusif de 850 travailleurs, la police avait très violemment chargé les manifestants. Il y avait eu plusieurs blessés et une quinzaine d'arrestations.

Les salariés de Smesi, travaillant depuis des années dans la région minière de Khouribga pour cette filiale à 100 % de l'OCP (Office chérifien des phosphates, groupe étatique), n'avaient fait que réclamer leur intégration dans ce groupe, afin de bénéficier des mêmes droits que les autres mineurs de l'OCP. Pour mieux se faire entendre face à ce puissant groupe connu pour son intransigence vis-à-vis de ses salariés, ils avaient

créé une section syndicale de l'UMT (Union marocaine du travail). La réponse de l'OCP ne se fit pas attendre : il les fit collectivement licencier, durant l'été 2009.

Malgré la répression brutale et des conditions de vie de plus en plus difficiles pour eux-mêmes et leurs familles – ils ne bénéficient d'aucune aide en dehors des réseaux familiaux –, les ouvriers licenciés ne baissent toujours pas les bras. Ils ont notamment organisé une manifestation devant la direction générale de l'OCP à Casablanca le 10 juin, et une manifestation devant le complexe de séchage du phosphate à Oued Zem le 13 juin.

Les travailleurs de Smesi méritent la solidarité de tous, dans leur lutte pour la libération des détenus, la réintégration des ouvriers licenciés, leur titularisation, le respect de leur choix syndical.

Roger MEYNIER